

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

«programme communiste»
Revue théorique en français
«il comunista»
Journal bimestriel en italien
«el programa comunista»
Revue théorique en espagnol
«El proletario», Journal en espagnol
«Proletarian», bulletin en anglais

Journal bimestriel
N° 523
Février-Mars-Avril 2017
54^e année - 1 €, 3 CHF, £1,5, 60 DA,
0,5 DT, 20 DH, 500 F CFA, 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- Thèses sur le parlementarisme
- 8 Mars. Pour la femme prolétaire, une seule issue: la lutte de classe anticapitaliste et donc anti-bourgeoise et anti-démocratique
- Affaire Théo. Quelle riposte contre les brutalités policières?
- Populisme, vous avez dit populisme?
- Au Cameroun un meurtre capitaliste sur les rails
- Correspondance. Saint-Nazaire: crimes sur les quais
- Standing Rock (Etats-Unis). Ecologisme contre lutte de classe

Elections, abstentionnisme et lutte de classe

Dans la deuxième partie du dix-neuvième siècle, Marx et Engels conseillèrent aux socialistes la participation aux élections: il s'agissait pour eux de combattre l'apolitisme professé par les anarchistes et en même temps de lutter contre l'influence des partis bourgeois de gauche sur les ouvriers. Cette participation aux élections s'inscrivait dans la lutte pour constituer dans chaque pays un parti de classe regroupant les éléments avancés du prolétariat.

A l'époque, après la Commune, cette participation électorale avait bien peu de chances d'engendrer des illusions sur la possibilité d'une «transformation» sociale par la voie pacifique et électorale. Cela n'empêchait pourtant pas Marx et Engels de critiquer rudement ce qu'ils appelaient le **crétinisme parlementaire**, à savoir la croyance que le parlement était le lieu où se décidait le sort de l'affrontement entre les classes.

Les décennies suivantes furent marquées par la croissance régulière et relativement pacifique du capitalisme dans les pays européens. Dans ces conditions, une amélioration des conditions de certaines catégories ouvrières et l'introduction des premières mesures sociales, assurèrent une relative paix sociale. Cela alimenta la croyance, répandue par les partisans de la bourgeoisie, en une transformation progressive du capitalisme en un système bénéficiant à tous. L'activité des partis socialistes et des syndicats se cantonna de plus en plus à la lutte pour des réformes; mais si cette lutte est indispensable, elle ne doit pas faire perdre de vue que la lutte pour les réformes n'est, comme le disait Marx qu'une guerre d'escarmouches, parce que ces réformes sont toujours susceptibles d'être remises en cause, et surtout parce qu'elles ne s'attaquent pas au fond du problème: l'existence du capitalisme.

Les tendances réformistes, dites opportunistes parce qu'elles s'adaptèrent de façon opportuniste aux pressions bourgeoises, et dont la base sociale était les couches de l'**aristocratie ouvrière**, prirent peu à peu de l'ampleur au sein des partis socialistes, jusqu'à les transformer, de partis révolutionnaires, en simples partis de réformes.

La participation électorale et l'action parlementaire devinrent alors l'activité politi-

(Suite en page 3)

Cirque électoral

Depuis maintenant des mois le cirque électoral bat son plein au rythme d'une sarabande que l'on n'avait pas connue depuis bien longtemps: à croire que c'était nécessaire pour ranimer les ardeurs essouffées des électeurs!

Avec la pratique des primaires, nouveauté venue des Etats-Unis par l'intermédiaire de l'Italie, la mystification électorale a été démultipliée: il fallait d'abord voter pour déterminer ceux pour qui on va voter! Pendant des semaines et des mois une pré-campagne, relayée par tous les médias, s'est efforcée de mobiliser les électeurs, d'abord de droite, puis de gauche (sans parler des écologistes, dont la primaire a été réduite à sa plus simple expression, mais qui ont néanmoins voulu en organiser une).

Force est de constater le succès de cette entreprise: des millions d'électeurs sont allés dépenser quelques euros pour choisir entre tel ou tel candidat à la candidature. Comme ces candidats appartenaient au même parti ou à la même alliance de partis, ils avaient grosso modo le même programme, à quelques variations près et l'essentiel du débat portait donc sur les qualités individuelles supposés des candidats. Il s'agit là d'une trait accentué par le système des primaires, mais qui est typique de la démocratie fondée sur les «libres choix» des électeurs individuels: la personnalité, l'individu, est mis au premier plan et exalté au détriment de l'action collective, et même de l'organisation collecti-

ve (partis...). Au moment des élections, il faut choisir non pas un parti ou un programme, mais un individu qui, une fois élu, pourra librement faire ce qu'il veut. On se trouve devant la forme ultime de la dépolitisation engendrée parmi les masses par la mystification démocratique.

En réalité le «libre choix» des électeurs est déterminé par la puissance des moyens de propagande, des machines à fabriquer la dite «opinion publique» des divers candidats, comme le démontre, s'il le fallait, leur course pour recueillir des financements. Quitte y compris à dépasser les limites légales de financement des campagnes dans les pays comme la France où de telles limites ont été établies pour que le déséquilibre entre candidats ne soit pas trop excessif afin de ne pas porter atteinte à la croyance de l'égalité des chances entre ceux-ci (mais aussi pour que les dépenses ne deviennent pas trop lourdes pour les bourgeois eux-mêmes!).

Mais la mystification fondamentale réside en ceci: la croyance que le président élu et son gouvernement seraient libres de déterminer la politique du pays du fait que des millions de bulletins de vote les ont propulsés «aux commandes de l'Etat». En réalité leur liberté est étroitement limitée par les intérêts des cercles capitalistes dominants et qui sont, eux, réellement aux commandes de l'Etat: devant eux, les bulletins de vote ne valent pas plus que des chiffons de papier.

L'Etat bourgeois est un appareil au service exclusif du capitalisme (il est, disait Engels, un «capitaliste collectif en idée», reposant en dernière analyse sur une «bande d'hommes en armes»); sa politique est modelée non par les bulletins de vote et les rivalités entre politiciens, mais en réalité, par les besoins des groupes capitalistes les plus puissants.

C'est ce qui explique qu'un politicien peut bien, comme Hollande, déclarer, pour se faire élire, qu'il n'a «qu'un seul ennemi, la finance»; une fois à la présidence il sera obligé de céder aux desiderata de cette même finance! Les vainqueurs du suffrage universel ne deviennent pas les dirigeants tout-puissants de l'Etat comme le prétendent les médias, mais leurs prisonniers. Englués dans son appareil et soumis à ses administrations au service des capitalistes, leur marge de manoeuvre est réduite au minimum. La constatation que les politiciens qui se succèdent au pouvoir font au fond tous la même politique, se traduit dans la conscience commune qu'ils sont tous les mêmes, qu'ils font tous partie d'une même bande de pourris.

En fait c'est la démonstration que, de droite ou de gauche, ces politiciens et les partis auxquels ils appartiennent, étant en fait au service du capitalisme (ce qu'ils ne nient pas, même s'ils parlent plutôt d'«intérêt national»), n'ont guère le choix de la politique à suivre: il n'y a pas 36 fa-

(Suite en page 2)

Mexique: Gasolinazo, colère prolétarienne et impasses réformistes

Au début du mois de janvier des dizaines de milliers de Mexicaines et de Mexicains sont descendus dans la rue, ont fait grève, ont coupé des routes, bloqué des voies ferrées et des autoroutes (dont celles qui relient le pays aux Etats-Unis), occupé des dépôts de carburants, saboté des oléoducs, pillé des magasins affronté les forces de répression...

Dans toutes les régions, au Nord comme au Sud du pays, les manifestants demandent l'annulation de la décision du président Enrique Peña Nieto de réduire fortement les subventions à l'essence, au gaz et à l'électricité, une mesure - surnommée le **Gasolinazo** - qui augmentera les prix à la consommation de 14 à 20 % dès l'année prochaine. Depuis le 1^{er} janvier, les augmentations ont été de 14 % du prix du SP98, 20 % du SP95 et 16 % pour le gasoil, par rapport au prix maximal de décembre 2016.

Cette mobilisation est le fait de catégories très différentes: des prolétaires, mais aussi une partie de la petite bourgeoisie (enseignants, chauffeurs de taxi, médecins...) et des paysans. La mobilisation est très forte dans les régions ouvrières du Nord - d'habitude plus «calme» que le Sud marqué par l'agitation paysanne zapatiste. Les manifestations ont été particulièrement importantes à Mexico, mégapole de vingt-cinq millions d'habitants, dans l'Etat pétrolier de Veracruz et dans le centre industriel de Puebla.

Bien entendu, la bourgeoisie mexicaine a tenté d'écraser le mouvement par la force, ce qui a causé des morts et entraîné des milliers d'arrestations, mais elle a malgré tout limité son usage, de peur d'amplifier la révolte.

MISÈRE ET CRISE ÉCONOMIQUE

L'augmentation du prix de l'énergie a été la goutte qui a fait déborder le vase de la colère, largement rempli par la paupérisation des prolétaires, des autres couches salariales et de la paysannerie pauvre. Depuis cinq ans, le pouvoir d'achat du Mexicain moyen avait diminué de plus de 10 %. L'indice des prix du panier alimentaire de base nécessaire pour nourrir une famille de quatre a augmenté à 220 pesos par jour, soit près de trois fois le salaire minimum quotidien de 3,5 € (ce que ne gagne même pas une large partie des travailleurs).

La décision de ne plus subventionner l'énergie va entraîner une augmentation du coût de la vie. Tous les secteurs sont susceptibles de connaître une augmentation de leurs prix, que cela soit les transports en commun ou les transports de marchandises ce qui conduirait bien entendu à l'augmentation du prix des marchandises elles-mêmes.

A cela s'ajoute les effets de la crise économique qui touche les pays émergents: les prévisions de croissance économique

se sont réduites jusqu'à 1 % pour cette année. Les perspectives sont encore plus sombres avec les annonces protectionnistes de Trump, en particulier dans l'automobile qui représente 30 % des exportations mexicaines et 875 000 emplois directs.

La révolte des masses prolétariennes n'est donc pas le reflet d'une situation nationale, mais l'effet du cours actuel du capitalisme mondial qui est de moins en moins en mesure d'assurer sa stabilité et qui a de plus en plus recours aux expédients en tout genre.

IMPASSES RÉFORMISTES ET SOCIAL-PATRIOTES

Face à cette situation explosive, l'«extrême» gauche a pris position contre l'augmentation du prix de l'énergie et en soutien aux mobilisations... mais sur des bases réformistes. C'est en particulier le cas des multiples forces trotskistes qui sont toutes marquées par des tendances nationalistes et n'offrent comme perspective qu'un changement de gouvernement dans le cadre du système démocratique bourgeois.

La plupart des organisations mettent en avant une défense du capitalisme national et de ses entreprises étatisées, en particulier la PEMEX (Pétroles Mexicains).

Le Parti Révolutionnaire des Tra-

(Suite en page 4)

Cirque électoral

(Suite de la page 1)

cons de défendre le capitalisme, le seul moyen est d'exploiter les prolétaires.

Mais il y a différentes façons pour y parvenir, en gros une plus douce et une plus brutale, et c'est à peu près tout ce qui sépare la droite de la gauche!

Les partis de gauche, et au premier chef le Parti Socialiste qui est l'un des deux piliers centraux du jeu politique bourgeois en France, grâce à leurs liens privilégiés avec les organisations syndicales collaborationnistes ainsi qu'avec tout un réseau multiforme d'organisations et d'associations présentes sur le terrain social, sont les plus à même de calmer les tensions sociales; moyennant quelques menues concessions, ils peuvent ainsi faire passer plus facilement les attaques anti-prolétariennes réclamées par les capitalistes.

Puis, usés et discrédités par cette besogne, ils retournent faire une cure d'opposition pour reconquérir une légitimité auprès des travailleurs. Telle est l'histoire des alternances depuis 1981, pour ne pas remonter à 1945, au gouvernement d'union nationale dont le PCF fut chassé deux ans après pour contrôler et arrêter le mouvement gréviste.

UNE SITUATION INÉDITE?

Nous nous trouvons dans une situation politique dans une certaine mesure inédite, qui est le résultat en tout cas l'usure de ce jeu politique qui a fonctionné sans accrocs depuis si longtemps.

Le gouvernement socialiste qui avait vu disparaître les uns après les autres ses alliés, a fait passer les dernières mesures pro-capitalistes (loi El Khomri, etc.) sans prendre le temps de discuter avec les syndicats, ni même avec une partie de sa majorité, en raison de la force des pressions bourgeoises. Le mécontentement qui en a résulté y compris parmi ses partisans traditionnels, n'a pas peu aggravé le discrédit du Parti Socialiste dans l'opinion et parmi les travailleurs; assuré d'une défaite honteuse, Hollande a choisi de ne pas se représenter. Les primaires de la gauche n'avaient plus pour but que de désigner l'homme et le courant qui allaient remporter non pas la fonction présidentielle, que le PS savait devoir transmettre à la droite, mais le prochain congrès du PS. C'est Hamon, un candidat de la «gauche» du PS, un «frondeur» qui s'était opposé (en paroles!) (1) à la loi El Khomri, qui fut élu.

Mais sa campagne est minée par le refus de le soutenir par de nombreux caciques du PS qui misent ouvertement sur sa cuisante défaite afin de ne pas lui abandonner les rênes du parti; et il risque fort d'être dépassé par Mélenchon, meilleur démagogue que lui, car libre de tout lien avec le gouvernement précédent.

Mélenchon postule au rôle rempli autrefois par le PCF: celui de **gardien de l'ordre bourgeois** grâce au contrôle qu'il exerçait sur la classe ouvrière. Malheureusement pour lui et pour l'ordre bourgeois, un succès électoral ne crée pas une force capable de jouer ce rôle, il y faut une implantation étendue et ramifiée qu'il ne possède pas et qui ne peut se construire rapidement.

A droite, la primaire avait désigné un candidat inattendu, Fillon, qui a dû son succès à la mobilisation des réseaux catholiques qui se sont renforcés lors de la mobilisation contre le mariage pour tous. Cependant, ses orientations économiques très libérales faisaient problème: Gattaz, le président du Medef, a déclaré que ce programme économique (que Fillon, tenu par les groupes d'intérêts qui le financent, refusait initialement d'amender) était inapplicable sur plusieurs points et qu'il risquait de provoquer des troubles sociaux. Ses orientations en matière de politique étrangère que l'on pourrait caractériser de façon grossière comme un tournant pro-russe, faisaient aussi débat, bien que nombreux sont parmi les responsables politiques bourgeois, ceux qui

estiment qu'il faut revenir sur l'orientation trop pro-américaine des gouvernements Hollande. Quoi qu'il en soit, les affaires qui ont éclaté opportunément, ont fait disparaître les chances de la candidature Fillon.

A l'extrême-droite, Marine Le Pen semble assurée du soutien de son électorat pour arriver jusqu'au deuxième tour de l'élection présidentielle; elle a bien conscience qu'elle n'a aucune chance de l'emporter ensuite, comme le démontre le fait que le FN ait finalement gardé dans son programme des propositions-chocs (abandon de l'euro, sortie de l'Union Européenne) qui ne sont pas acceptables par les cercles bourgeois dirigeants, et qu'elle avait un moment mis de côté. Son objectif politique est de peser sur la recomposition politique à droite qui suivra inévitablement les prochaines élections.

Mais le FN continue, dans la campagne électorale en cours, à jouer son rôle traditionnel de repoussoir: tous les candidats, de Fillon à Poutou, se présentent comme les meilleurs candidats anti-Le Pen; Hollande lui-même entonne le même refrain de la lutte contre le FN, non pour valoriser sa candidature, mais pour préparer le ralliement général à celui qui sera l'adversaire du FN au second tour.

Selon toute probabilité cet adversaire

sera Macron; au moment où nous écrivons, les ralliements à sa candidature ne cessent de se multiplier, venus de la droite comme de la gauche (y compris Valls). Mais si sa victoire à la présidentielle semble probable, Macron aura encore à résoudre le problème tout sauf facile d'organiser une majorité politique solide et cohérente pour mener la politique réclamée par les capitalistes.

Tout cela laisse augurer une situation d'instabilité politique que la constitution de la Ve République avait pour but d'éviter. C'est ce qui explique les propositions de modifications constitutionnelles ou du passage à une «VI République» mises en avant par plusieurs candidats – alors même que la situation tout sauf brillante du capitalisme français imposerait que la priorité soit donnée aux questions économiques, c'est-à-dire aux attaques anti-prolétariennes, plutôt qu'aux questions constitutionnelles.

CONTRE LE CIRQUE ÉLECTORAL, RETOUR À LA LUTTE DE CLASSE!

Mais ce serait une grave erreur que de croire que l'usure prononcée du système politique français traditionnel, conséquence en dernière analyse de la crise économique persistante, soit une crise de la démocratie bourgeoise. Bien que beaucoup d'électeurs se disent «écoeurés» par les affaires et la «pourriture des politiciens», la croyance dans les vertus de la démocratie bourgeoise est encore largement partagée, y compris parmi les prolétaires, même si l'abstention

ne cesse de croître parmi eux. Il y a encore loin du désenchantement vis-à-vis du cirque électoral à la compréhension que la solution ne se trouve pas dans les urnes, mais dans la lutte de classe.

Les bonimenteurs habituels de gauche ou d'extrême-gauche, comme un Mélenchon qui se félicite d'avoir ramené vers les urnes beaucoup d'abstentionnistes ou comme les lambertistes du POID qui ressortent la vieille revendication trotskyste de l'Assemblée Constituante, continueront et amplifieront même leur oeuvre de valorisation de la voie électorale comme antidote à la lutte prolétarienne anticapitaliste.

Le système électoral et les institutions représentatives de la démocratie bourgeoise, quelles que soient leurs formes y compris les plus «démocratiques», ne sont que des engrenages de l'Etat bourgeois qui ne peuvent être utilisés par les prolétaires: comme l'Etat bourgeois dans son ensemble, elles ne servent que la classe dominante, comme lui elles devront être détruites.

C'est en dehors d'elles et contre elles que le prolétariat devra reprendre son combat historique pour son émancipation, pour la destruction du capitalisme et l'instauration du communisme!

(1) Pour ne pas se couper d'une bonne partie de l'appareil du PS, il a abandonné dans son programme toute idée de remettre en cause cette loi.

Thèses sur le parlementarisme

Ces thèses furent présentées au IIe Congrès de l'Internationale Communiste par la «Fraction Communiste Abstentionniste» regroupant la Gauche communiste au sein du Parti Socialiste Italien. La Fraction abstentionniste allait être la force principale dans la formation du Parti Communiste d'Italie (1).

1. Le Parlement est la forme de représentation politique propre au régime capitaliste. La critique de principe que font les communistes marxistes du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise en général démontre que le droit de vote ne peut empêcher que tout l'appareil gouvernemental de l'Etat ne constitue le comité de défense des intérêts de la classe capitaliste dominante. En outre, bien que ce droit soit accordé à tous les citoyens de toutes les classes sociales dans les élections aux organes représentatifs de l'Etat, ce dernier ne s'organise pas moins en instrument historique de la lutte bourgeoise contre la révolution prolétarienne.

2. Les communistes nient carrément que la classe ouvrière puisse conquérir le pouvoir en obtenant la majorité parlementaire. Seule la lutte révolutionnaire armée lui permettra d'atteindre ses objectifs. La conquête du pouvoir par le prolétariat, point de départ de l'oeuvre de construction économique communiste, implique la suppression violente et immédiate des organes démocratiques qui seront remplacés par les organes du pouvoir prolétarien: les Conseils ouvriers. La classe des exploités étant ainsi privée de tout droit politique, le système de gouvernement et de représentation de classe, la dictature du prolétariat, pourra se réaliser. La suppression du parlementarisme est donc un but historique du mouvement communiste. Nous disons plus: la première forme de la société bourgeoise qui doit être renversée, avant la propriété capitaliste et avant la machine bureaucratique et gouvernementale elle-même, c'est précisément la démocratie représentative.

3. Ceci vaut également pour les institutions municipales et communales de la bourgeoisie qu'il est faux au point de vue théorique d'opposer aux organes de gouvernement, leur appareil étant en fait identique au mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie. Le prolétariat révolutionnaire doit également les détruire et les remplacer par les soviets locaux de députés ouvriers.

4. Alors que l'appareil exécutif militaire et politique de l'Etat bourgeois organise l'action directe contre la révolution prolé-

tarienne, la démocratie constitue un moyen de défense indirecte en répandant dans les masses l'illusion qu'elles peuvent réaliser leur émancipation par un processus pacifique et que l'Etat prolétarien peut lui aussi prendre la forme parlementaire, avec droit de représentation pour la minorité bourgeoise. Le résultat de cette influence démocratique sur les masses prolétariennes a été la corruption du mouvement socialiste de la Deuxième Internationale dans le domaine de la théorie comme dans celui de l'action.

5. Actuellement, la tâche des communistes dans leur oeuvre de préparation idéologique et matérielle de la révolution est avant tout de libérer le prolétariat de ces illusions et de ces préjugés répandus dans ses rangs avec la complicité des vieux leaders social-démocrates qui le détournent de sa voie historique. Dans les pays où le régime existe déjà depuis longtemps et s'est profondément ancré dans les habitudes des masses et dans leur mentalité tout comme dans celle des partis social-démocrates traditionnels, cette tâche revêt une importance particulière et vient au premier rang des problèmes de la préparation révolutionnaire.

6. Dans la période où la conquête du pouvoir ne se présentait pas comme une possibilité proche pour le mouvement international du prolétariat et où ne se posait pas non plus le problème de sa préparation directe à la dictature, la participation aux élections et l'activité parlementaire pouvait encore offrir des possibilités de propagande, d'agitation, de critique. D'autre part, dans les pays où la révolution bourgeoise est encore en cours et crée des institutions nouvelles, l'intervention des communistes dans les organes représentatifs en formation peut offrir la possibilité d'influer sur le développement des événements pour que la révolution aille jusqu'à la victoire du prolétariat.

7. Dans la période historique actuelle (ouverte par la fin de la guerre mondiale avec ses conséquences sur l'organisation sociale bourgeoise; par la révolution russe, première réalisation de la conquête du pouvoir par le prolétariat, et par la constitution de la nouvelle Internationale en opposition au social-démocratie des traîtres) et dans les

pays où le régime démocratique a depuis longtemps achevé sa formation, il n'existe plus, au contraire, aucune possibilité d'utiliser la tribune parlementaire pour l'oeuvre révolutionnaire des communistes, et la clarté de la propagande non moins que la préparation efficace de la lutte finale pour la dictature exigent que les communistes mènent une agitation pour le boycottage des élections par les ouvriers.

8. Dans ces conditions historiques, le problème central étant devenu la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat, toute l'activité politique du parti de classe doit être consacrée à ce but direct. Il est nécessaire de briser le mensonge bourgeois qui veut que tout heurt entre les partis politiques adverses, toute lutte pour le pouvoir se déroule dans le cadre du mécanisme démocratique, à travers les élections et les débats parlementaires. On ne pourra y parvenir sans rompre avec la méthode traditionnelle qui consiste à appeler les ouvriers à voter – côte à côte avec les membres de la classe adverse – sans mettre fin au spectacle de délégués du prolétariat travaillant sur le même terrain parlementaire que ses exploités.

9. La dangereuse conception qui réduit toute action politique à des luttes électorales et à l'activité parlementaire n'a été que trop répandue par la pratique ultra-parlementaire des partis socialistes traditionnels. D'autre part, le dégoût du prolétariat pour cette pratique de trahison a préparé un terrain favorable aux erreurs des syndicalistes et des anarchistes qui dénie toute valeur à l'action politique et aux fonctions du parti. C'est pourquoi les partis communistes n'obtiendront jamais un large succès dans la propagande pour la méthode révolutionnaire marxiste s'ils n'appuient leur travail direct pour la dictature du prolétariat et pour les conseils ouvriers sur l'abandon de tout contact avec l'engrenage de la démocratie bourgeoise.

10. La très grande importance attribuée en pratique à la campagne électorale et à ses résultats, le fait que pour une période fort longue le parti lui consacre toutes ses forces et toutes ses ressources (hommes, presse, moyens économiques) concourt, d'un côté, malgré tous les discours publics et toutes les déclarations théoriques, à renforcer la sensation que c'est bien là l'action centrale pour les buts communistes et,

Elections, abstentionnisme et lutte de classe

(Suite de la page 1)

que par excellence de ces partis de plus en plus noyés dans la corruption parlementaire et l'adhésion aux valeurs et aux principes interclassistes de la démocratie bourgeoise. La trahison ouverte fut manifeste avec l'éclatement de la première guerre mondiale, lorsque, reniant leurs déclarations, pratiquement tous les partis socialistes poussèrent le prolétariat dans la boucherie impérialiste et adhérèrent à l'«union sacrée» avec la bourgeoisie.

Quand, après la guerre, la nouvelle Internationale Communiste fut constituée pour remettre le mouvement ouvrier sur la voie de la lutte révolutionnaire, il y eut une discussion sur la tactique à suivre vis-à-vis des élections.

Pour les bolcheviks, il fallait y participer, il fallait les utiliser comme tribune, le but étant de «détruire les parlements de l'intérieur»: c'était la tactique du **parlementarisme révolutionnaire**. Notre courant, la Gauche communiste italienne, répondit que les funestes traditions électoralistes et parlementaristes étaient si profondément enracinées en Occident, elles s'étaient montrées si puissantes pour paralyser ou détourner la lutte prolétarienne, qu'une tactique beaucoup plus tranchée et directe était nécessaire, la tactique de l'**abstentionnisme révolutionnaire**, pour arracher les prolétaires

à ces illusions paralysantes (1).

L'Internationale suivit la tactique préconisée par les bolcheviks; mais il ne fallut que très peu d'années pour que le parlementarisme révolutionnaire ne dégénère en parlementarisme tout court – donnant raison aux critiques de notre courant. Les décennies qui se sont écoulées depuis ce débat historique ont renforcé les traditions électoralistes, les illusions réformistes et les préjugés démocratiques. De nos jours le crétinisme parlementaire domine partout, y compris parmi les groupes et partis qui se proclament «marxistes» et d'«extrême-gauche»!

Cela rend la lutte contre l'électoralisme encore plus nécessaire qu'autrefois. Encore plus qu'hier il faut rappeler que le jeu électoral est un jeu truqué qui ne sert que l'ordre établi. Jamais les bourgeois n'accepteront le verdict des urnes s'il les gêne, mais cent exemples montrent combien ils utilisent le recours aux élections pour calmer ou dévier le mécontentement des prolétaires. Ces derniers n'ont rien à gagner sur le terrain électoral; leur force se trouve ailleurs, sur le terrain de la **lutte directe** contre les patrons et leur Etat, où ils peuvent opposer leur puissance collective de classe à la bourgeoisie pour lui arracher des concessions avant de pouvoir la renverser.

Mais l'abstentionnisme et le rejet des mensonges démocratiques bourgeois ne

prennent tout leur sens que s'ils s'inscrivent dans la perspective du retour du prolétariat à la lutte ouverte, à la lutte révolutionnaire de classe – ce que tous les figurants du cirque électoral veulent éviter.

L'abstentionnisme révolutionnaire des marxistes n'a rien à voir, ni avec l'abstentionnisme apolitique des pêcheurs à la ligne, ni avec l'abstentionnisme dépité des petit-bourgeois démocrates déçus. Incapables par nature de comprendre les positions prolétariennes de classe, refusant par principe la lutte anticapitaliste, ces derniers ne peuvent que soupirer après une démocratie «meilleure», «véritable», voire «de base».

Mais le problème n'est pas, comme le croient les petit-bourgeois, de trouver un système démocratique qui serait meilleur que les autres parce qu'il permettrait de mieux exprimer les volontés du «peuple» ou d'éviter que la démocratie soit «confisquée» par des «puissants» ou des privilégiés.

En réalité tout système démocratique, qui affirme se baser sur l'égalité entre le citoyens, sert à masquer que sous le capitalisme cette égalité est une pure **fiction**: les «citoyens» sont divisés en classes sociales aux intérêts distincts et opposés, en classe dominante et classes dominées; et la classe dominante, qui possède toutes les richesses, qui a sa disposition tous les moyens de façonner l'opinion, qui s'appuie sur toute la puissances des institutions étatiques ou

non, a donc entre les mains tous les moyens pour en faire sorte que son système politique réponde exclusivement à ses intérêts. La démocratie n'est pas «confisquée par les puissants»: elle a été élaborée et peu à peu mise au pont précisément pour la satisfaction de ces puissants, c'est-à-dire des bourgeois!

Au mensonge démocratique, à la fiction de l'égalité entre tous les citoyens, qu'ils soient milliardaires ou chômeurs en fin de droit, le marxisme oppose la réalité de l'**antagonisme** entre les classes: c'est cet **affrontement**, tantôt ouvert, tantôt potentiel, qui détermine en dernière analyse l'évolution de la société, et non les quantités plus ou moins grandes de bulletins de vote déposés en faveur de tel ou tel.

C'est cet affrontement, lorsqu'il sera mené comme une véritable **lutte de classe**, et non comme de simples escarmouches, qui seul permettra au prolétariat de sortir de son impuissance, et rejetant les illusions démocratiques interclassistes et pacifistes, de se donner la possibilité de battre son ennemi de classe, de renverser le capitalisme et d'ouvrir la voie à une société sans classes.

La dénonciation de l'électoralisme, la propagande pour l'abstentionnisme révolutionnaire et le retour aux positions de classe constituent un pas dans cette direction.

(1) Nous republions ci-contre les *Thèses sur le parlementarisme* présentées à l'Internationale par notre courant

de l'autre, provoque l'abandon presque complet du travail d'organisation et de préparation révolutionnaire, donnant à l'organisation du parti un caractère technique tout à fait contraire aux exigences du travail révolutionnaire légal ou illégal.

11. Pour les partis qui, par décision de la majorité, sont passés à la Troisième Internationale, le fait de continuer l'action électorale interdit la sélection nécessaire; or, sans l'élimination des éléments social-démocrates, la Troisième Internationale manquera à sa tâche historique et ne sera pas l'armée disciplinée et homogène de la révolution mondiale.

12. La nature même des débats au parlement et autres organes démocratiques exclut toute possibilité de passer à la critique de la politique des partis adverses, à une propagande contre le principe même du parlementarisme, à une action qui dépasse les limites du règlement parlementaire. De la même manière il est impossible d'obtenir le mandat qui donne le droit à la parole si l'on refuse de se soumettre à toutes les formalités établies par la procédure électorale. Le succès de l'escrime parlementaire ne sera que fonction de l'habileté à manœuvrer l'arme commune des principes sur lesquels se fonde l'institution elle-même et des astuces du règlement; de même, le succès de la campagne électorale se jugera toujours et uniquement sur le nombre de voix ou de mandats obtenus.

Tous les efforts des partis communistes pour donner un caractère tout à fait différent à la pratique du parlementarisme ne pourront pas ne pas conduire à l'échec les énergies dépensées dans ce travail de Sisyphe. La cause de la révolution communiste exige instamment qu'elles se dépensent au contraire sur le terrain de l'attaque directe du régime de l'exploitation capitaliste.

(1) Sur le débat de 1920, voir «La question parlementaire dans l'Internationale Communiste», Brochure Le Prolétaire n°19.

Vient de paraître:
«Programme communiste»
 Revue théorique
 du parti communiste international
 No 103 (Janvier 2016)

Prix: 4 € / 8 FS / 3 £ / 1000 CFA / USA + Cdn
 US\$4 / Amérique Latine US\$1,5 / Algérie 100
 DA Maroc 20 MAD

8 Mars Pour la femme prolétaire, une seule issue: la lutte de classe anticapitaliste et donc anti-bourgeoise et anti-démocratique

La Conférence internationale des Femmes de Copenhague en 1910 décida l'organisation d'une journée de lutte internationale pour les revendications des femmes prolétaires, tant sur le terrain économique que sur le terrain politique (la date du 8 mars fut définitivement fixée en juin 21 lors de la conférence des Femmes comme préambule du IIIe Congrès de l'Internationale Communiste, en hommage aux ouvrières de Petrograd qui étaient entrées en grève le 8 mars 1917 pour cette journée).

Cette Conférence, qui réunissait des femmes membres des partis socialistes, avait comme orientation que la situation très difficile dont souffraient (et souffrent) les femmes prolétaires sous le capitalisme ne pouvait être surmontée que par la lutte révolutionnaire.

Au cours des décennies précédant cette Conférence un courant interclassiste était apparu dans tous les pays capitalistes, et particulièrement dans les pays les plus développés, qui se situaient à l'avant-garde du progrès économique, où les forces productives étaient les plus développées et où, surtout, la force de travail était la plus complètement soumise au salariat, obligeant la plus grande partie de la population, y compris une partie grandissante des femmes à travailler pour un salaire; ce courant professait parmi les femmes prolétaires l'abandon de la lutte spécifiquement prolétarienne pour laquelle la suppression du système capitaliste est la condition pour en finir avec les oppressions qu'il engendre comme avec les oppressions qu'il a héritées des sociétés antérieures, et l'alliance avec les femmes bourgeoises qui voulaient simplement obtenir des droits politiques dans le cadre de la société bourgeoise.

En opposition à cette orientation, la Conférence avait été convoquée pour réaffirmer la nécessité que les femmes prolétaires s'intègrent pleinement dans la lutte socialiste, abandonnant le rôle secondaire qu'elles y avaient jusque-là. La Conférence ne niait pas que l'obtention des droits politiques dont toutes les femmes étaient privées, en particulier le droit de vote, était une exigence

immédiate que les prolétaires des deux sexes devaient défendre en permanence. Mais elle plaçait cette exigence dans les justes termes historiques: à l'exploitation capitaliste dont les femmes prolétaires souffraient au même titre que les hommes, s'ajoutait la privation complète de tout droit politique et en outre l'oppression quotidienne qui la rendait victime des violences, du mépris et des humiliations particulières produites par une société divisée en classes. La femme bourgeoise souffre aussi en partie de cette situation, elle souffre d'avoir un statut de seconde catégorie dans un monde où la propriété privée s'est développée et transmise par voie essentiellement masculine; mais cette situation, qui est d'ailleurs en grande partie compensée par le fait d'appartenir à la classe dominante, peut être modifiée par de simples réformes politiques. Il en va différemment pour la femme prolétaire: l'exploitation qu'elle subit ne peut être modifiée par un changement de statut social, elle reste main d'œuvre salariée et reproductrice de main d'œuvre salariée d'où les capitalistes tirent la plus-value indispensable au fonctionnement du système. Pour elle, la conquête de droits politiques, comme le droit de vote, qui signifie la fin de son infériorité politique, ne peut être qu'un jalon dans un objectif bien plus large, la destruction du système capitaliste qui la relègue toujours dans une situation terrible. La Conférence internationale des Femmes, suivant les positions historiques du marxisme révolutionnaire sur la question féminine, défendit l'exigence que, dans la lutte pour les droits politiques, les femmes prolétaires maintiennent une position indépendante des courants politiques des femmes bourgeoises; de plus cette lutte était comprise comme un entraînement nécessaire pour pouvoir participer sur un plan d'égalité à la lutte générale pour la révolution socialiste.

Alors que les courants politiques bourgeois appelaient les femmes prolétaires à chercher des améliorations uniquement dans le cadre du système capitaliste, le marxisme révolutionnaire les appelait à combattre pour leurs revendications avec la pleine cons-

science que leur oppression subsisterait tant que subsisterait l'exploitation salariée – dont bénéficiait y compris les femmes bourgeoises les plus combattives sur le plan de la lutte pour les droits politiques.

Tandis que les courants politiques bourgeois appelaient donc les femmes prolétaires à rester à l'écart de la lutte de classe des hommes prolétaires et à ne défendre que des objectifs compatibles avec les fondements du mode de production capitaliste, c'est-à-dire à rompre avec le puissant mouvement socialiste, les socialistes de la Conférence, Clara Zetkin à leur tête, les appelaient à organiser leur lutte aux côtés de celle de leurs frères de classe, la coordonnant avec elle tant sur le terrain économique que sur le terrain politique et plaçant leurs organisations dans le cadre du mouvement de la classe prolétarienne.

Les féministes, appartenant à la classe bourgeoise et défendant ses intérêts, affirmaient aux femmes prolétaires qu'une lutte pour l'égalité juridique était suffisante pour en finir avec l'oppression des femmes, autrement dit qu'il suffisait que la loi déclare l'égalité des sexes pour que le capitalisme réalise cette égalité. La Conférence internationale des Femmes répondit, comme l'avait fait le Manifeste du Parti Communiste 60 ans auparavant, que l'égalité juridique était une fiction qui cachait l'inégalité sociale réelle, résultat de la place de chaque classe dans la production capitaliste; par conséquent pour les prolétaires, hommes ou femmes, l'objectif final de la lutte n'était pas l'égalité, mais la suppression de la société divisée en classes.

Aujourd'hui, la Conférence internationale des Femmes, ses thèses, sa lutte politique et ses mots d'ordre sont tombés dans l'oubli le plus complet. C'est normal. Le prolétariat, après avoir lancé son plus puissant assaut contre la société capitaliste fut battu durant les années 20 du siècle dernier, sous l'action de la bourgeoisie et de ses agents au sein des rangs ouvriers: la social-démocratie et le stalinisme. Aujourd'hui la classe

(Suite en page 4)

8 Mars

(Suite de la page 3)

ouvrière est complètement soumise aux exigences de la bourgeoisie qui lui affirme que le seul moyen pour améliorer ses conditions d'existence passe par l'acceptation du cadre de la démocratie, le respect de l'Etat bourgeois et la participation à la farce électorale. Avec sa défaite la classe prolétarienne a perdu ses biens les plus précieux: sa doctrine, le marxisme révolutionnaire, et son parti de classe. Et avec eux elle a perdu la capacité théorique et politique d'affronter les situations qui affectent son existence, de comprendre les phénomènes de la société bourgeoise, d'y répondre politiquement sur la base de l'indépendance de classe; c'est particulièrement aigu dans une question comme celle de la lutte des femmes prolétaires, où dominent les courants bourgeois contre lesquels le marxisme révolutionnaire a combattu en indiquant une perspective passant par la rupture de la conciliation entre les classes.

Pour commencer ces courants ont transformé la journée de lutte de la femme travailleuse en une aseptique «journée de la femme» en général, que la bourgeoisie ne

redoute pas parce qu'elle n'est pas dirigée contre elle; ils ont obtenu que la femme prolétaire abandonne la défense de ses intérêts de classe dans une alliance avec les femmes bourgeoises, qui participent pleinement à son exploitation. Le résultat est que l'émancipation des femmes se résume à l'obtention de petites mesures symboliques qui ignorent la réalité d'exploitation et d'oppression de la femme prolétaire dans la société bourgeoise, réalité présentée comme une fatalité qui ne pourrait être corrigée que par l'intervention de l'Etat bourgeois.

Mais la situation qui avait conduit aux revendications de la Conférence des Femmes aurait-elle disparu? La réponse, évidemment, est négative. En réalité les décennies qui se sont écoulées depuis ont confirmé toutes ses thèses: l'égalité juridique a été pratiquement acquise dans les pays capitalistes les plus avancés; est-ce que cela a entraîné la fin de l'oppression des femmes prolétaires que promettaient les féministes bourgeoises? Est-ce que cela a entraîné la fin de son exploitation brutale au travail? Est-ce que la vie domestique a cessé d'être pour elle une charge supplémentaire à sa journée de travail? Est-ce qu'elle ne souffre plus de la violence quotidienne de la société capitaliste sous la forme de mauvais traitements et assassinats?

Tant que le capitalisme continue à exister, tant que subsiste la société divisée en classes, l'exploitation et l'oppression dont souffrent les femmes ne disparaîtra pas. La bourgeoisie peut essayer de cacher que la cause ultime de cette situation est le système social dont elle est la classe dominante, mais la réalité continuera à démontrer jour après jour qu'elle ne peut offrir aux femmes prolétaires que plus d'oppression, plus d'humiliation, plus de violence.

Les femmes prolétaires ressentent dans leur chair cette violence; elles connaissent les bas salaires, les discriminations dans tous les domaines de la vie sociale comme les brutalités et les meurtres domestiques. Mais elles sentent aussi que les solutions que leur offre la bourgeoisie, ses fêtes du 8 mars démocratiques et interclassistes, ses revendications creuses, ne conduisent nulle part. Elles voient la bourgeoisie être à la tête d'un mouvement prétendument commun et se rendent compte qu'on se moque d'elles. Elles écoutent les ministres du Travail parler de l'égalité des salaires et elles savent que même avec un salaire égal au salaire minimum que touchent les hommes, cela ne permettrait pas de vivre. Elles voient les patrons des entreprises parler d'égalité et elles savent que l'égalité sur le poste de travail est foulée aux pieds par les chefs

quand les besoins de la production l'imposent. Elles voient que la présence des femmes au parlement et au gouvernement n'empêche pas les gouvernements et les parlements de travailler jour et nuit pour la défense des privilèges de la bourgeoisie.

Si les femmes prolétaires veulent en finir avec cette situation, elles devront rompre d'abord avec les discours qui les appellent à l'alliance avec les bourgeois; elles devront reprendre le chemin de la lutte de classe, de la défense intransigeante de leurs conditions d'existence, de la lutte contre les mille oppressions dont elles souffrent du fait d'être des femmes; elles devront le faire grâce à leur organisation indépendante, non en tant que femmes, mais en tant que prolétaires, reprenant les méthodes et les moyens classistes leur permettant de se défendre dans la lutte quotidienne sur le lieu de travail et dans les quartiers comme sur le terrain de la lutte politique contre l'ennemi à abattre, la source de l'exploitation et de toutes les oppressions: **le système capitaliste.**

Pour le retour à la lutte de classe des prolétaires des deux sexes !

Pour la défense intransigeante des conditions de vie prolétariennes !

Pour la reconstitution du parti communiste international !

8 mars 2017

Mexique: Gasolinazo, colère prolétarienne et impasses réformistes

(Suite de la page 1)

ailleurs (PRT), section de la IVe Internationale, accuse le gouvernement de «mettre le dernier clou dans le cercueil des Pétroles Mexicains et de la souveraineté nationale». La **Coordination Socialiste Révolutionnaire (CSR)** – qui fédère les groupes sympathisants de la IVe Internationale – appelle à «vaincre l'oligarchie» et à «renationaliser le secteur de l'énergie». Le Comité de dialogue entre travailleurs, animé par les lambertistes de l'**Organisation Socialiste des Travailleurs (OST)** – dénonce une «guerre sociale contre la nation et contre les travailleurs» et défend «les droits du peuple travailleurs et l'intérêt national». La section mexicaine de la Ligue Internationale des Travailleurs (LIT), le **Groupe Socialiste Ouvrier**, présente l'entreprise capitaliste PEMEX comme une «conquête des travailleurs et du peuple mexicain» et revendique «le raffinage au Mexique et pas d'importations». La **Gauche révolutionnaire (IR)** (qui en plein rapprochement avec le Comité pour une Internationale Ouvrière) revendique la renationalisation «sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la population» de l'énergie, la «nationalisation des banques et des secteurs stratégiques de l'économie» et un «plan public d'investissements pour créer des millions d'emplois avec des salaires dignes». Pour sa part, le **Parti Ouvrier Socialiste (POS)** accuse la bourgeoisie mexicaine d'être une «classe ennemie du pays et des 99 %» (les «99%» sont les 99% de la population qui, toutes classes confondues, auraient les mêmes intérêts, selon la propagande réformiste).

Logiquement, pour atteindre leur objectif bourgeois de défense de l'économie nationale, les groupes trotskistes proposent des méthodes démocratiques bourgeoises. Le PRT limite ses mots d'ordre à «A bas le gasolinazo! Dehors Peña!». La **Gauche Socialiste (IS)**, membre du mal-nommé Courant Marxiste International, appelle à un front unique interclassiste «de toutes les organisations ouvrières, paysannes, populaires, étudiantes y compris Morena [candidat nationaliste bourgeois dissident du Parti de la Révolution Démocratique] et l'EZLN [Armée Zapatiste], contre cette mesure et pour obtenir le départ de Peña Nieto et construire un programme pour la classe

travailleuse et les secteurs populaires». Le **Mouvement vers le Socialisme (MAS)** veut «imposer des élections extraordinaires», le **Mouvement des Travailleurs pour le Socialisme (MTS)** membre de la Fraction Trotskiste) une «assemblée nationale libre et souveraine».

L'«extrême» gauche mexicaine – dans sa composante trotskiste mais pas seulement – offre un véritable festival de solutions réformistes. Cela constitue un obstacle pour la lutte de classe des prolétaires: qu'elles soient privées ou d'Etat, les entreprises restent des entreprises capitalistes, dont le but, selon les lois du capitalisme, est d'extorquer du profit par l'exploitation des prolétaires. C'est vrai pour la PEMEX qui a besoin de capitaux pour combattre la baisse de sa production; or les capitaux ne s'investiront dans l'entreprise que s'ils ont la perspective de dégager des profits, c'est-à-dire que si celle-ci est suffisamment rentable. Pour cela il n'y a pas d'autre solution que de laisser les prix des produits pétroliers (essence et autres) s'élever, ou de prendre sur le dos des travailleurs des profits supplémentaires suffisants pour la subventionner: dans les deux cas ce sont sur les prolétaires et les masses pauvres que les capitalistes vont faire retomber les coûts du rétablissement économique de la PEMEX.

Peña Nieto a finalement décidé le premier février de surseoir à la nouvelle augmentation prévue du prix de l'essence (8% de hausse); mais ce n'est qu'une mesure temporaire, prise dans la crainte d'explosions de colère des masses pauvres. Le besoin de s'attaquer aux prolétaires reste entier pour le capitalisme mexicain.

Contre cette perspective, les masses ouvrières et pauvres ne doivent pas surseoir à leur mobilisation; il leur faut continuer à lutter pour imposer leurs revendications immédiates, aussi bien économiques et sociales que politiques (salaires, droits d'organisation, de grève, d'expression, lutte contre la répression, pour l'égalité entre les sexes, etc.).

Elles le pourront d'autant mieux qu'elles sauront éviter le piège de mettre leur force au service d'un but réformiste bourgeois qui n'est pas le leur, qu'elles sauront trouver le chemin de l'organisation indépendante de classe, de la constitution du **parti révolutionnaire marxiste, internationaliste et international.**

Leur objectif sera alors, non pas d'impo-

ser une politique réformiste keynésienne et/ou d'indépendance nationale à une bourgeoisie apeurée, mais de combattre et de vaincre cette bourgeoisie dans la lutte pour la **révolution prolétarienne**; celle-ci débouchera sur l'édification, sur les ruines de l'Etat bourgeois, de leur propre pouvoir qui ne peut être que la **dictature du prolétariat**, étape nécessaire pour déraciner le capitalisme et aller vers la société communiste, en étroite liaison avec les prolétaires des autres pays.

La politique de soumission de l'«extrême» gauche aux solutions bourgeoises va se renforcer à l'approche de l'année 2018, année électorale au cours de laquelle sera désigné le successeur de Peña Nieto. On peut déjà voir cette tendance avec les débats autour de la candidature zapatiste.

TREMBLEMENTS ZAPATISTES ET ...

Le 14 octobre 2016, les zapatistes de l'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale) et du CNI (Congrès national indigène) ont annoncé qu'ils souhaitaient présenter une femme indigène à l'élection présidentielle de 2018.

La proclamation zapatiste, au ton plein d'emphase, a comme titre «Que la Terre tremble dans ses centres et se donne comme but de «faire vibrer ce pays avec le battement ancestral du cœur de notre mère Terre». L'objectif affiché est «la construction d'une nouvelle nation pour et par toutes et tous, de renforcer le pouvoir d'en bas et de la gauche anticapitaliste». Cela doit se faire, sans prendre le pouvoir, «en faisant des alliances avec divers secteurs de la société civile, en construisant nos propres moyens de communication, nos polices communautaires et d'autodéfense, nos assemblées et conseils populaires, coopératives, pour exercer et défendre la médecine traditionnelle, exercer et défendre l'agriculture traditionnelle et écologique, nos propres rituels et cérémonies, pour rétribuer la mère terre et continuer à cheminer avec elle et en elle».

Le programme zapatiste est un simple réaménagement, une simple réforme de l'ordre établi pour faire subsister en son sein une agriculture traditionnelle pré-capitaliste et le mode de vie qui va avec. Sa stratégie est une union entre les classes contre les «mauvais gouvernements, leurs entreprises et leur crime organisé».

Divers courants pseudo-révolutionnaires ont répondu présents pour soutenir la dernière initiative zapatiste. C'est en particulier le cas de la IVe Internationale (SU) (l'ensemble des articles cités ci-dessous

ont été publiés dans *Inprecor*, sa revue en français, n°633-634 de novembre-décembre 2016).

Sa section mexicaine – le **Parti Révolutionnaire des Travailleurs** – présente la proposition de l'EZLN comme «une alternative de lutte et d'organisation pour ceux qui, depuis en bas, résistent à la dynamique capitaliste qui s'exprime au travers des contre-réformes structurelles qui aliènent les biens communs et publics et les droits du peuple travailleur» et «un moyen d'organiser un mouvement de lutte contre le pouvoir de l'oligarchie néo-libérale». Une vision totalement étrangère au marxisme car interclassiste: une «oligarchie» contre le «peuple travailleur» et les «biens communs», ce qui fait disparaître le prolétariat et la bourgeoisie et la propriété capitaliste.

Logiquement, cette analyse débouche sur un programme réformiste pour la «profonde transformation dont a besoin le pays» pour «le rendre indépendant, libre, égalitaire, multiculturel; libre d'exploitation, de domination et d'oppression, dans une logique anticapitaliste». Drôle d'anticapitalisme qui se limite à des revendications démocratiques bourgeoises: liberté, égalité, indépendance nationale!

La **Coordination Socialiste Révolutionnaire** partage l'enthousiasme du PRT. Elle appelle à «se joindre à cette initiative et unir ses efforts à ceux de ses promoteurs pour construire un grand front national anticapitaliste». National et anticapitaliste sont deux termes totalement antinomiques: le prolétariat n'a pas de patrie et les seuls vrais anticapitalistes – les communistes – combattent le nationalisme véhiculé par la bourgeoisie mais aussi par la paysannerie ou la petite-bourgeoisie. Le «grand front qui rassemble les forces qui luttent contre le capitalisme et pour une société meilleure» aurait pour objectif de «disputer à la bourgeoisie et à ses institutions un espace d'action politique», c'est-à-dire de **s'intégrer** dans la démocratie bourgeoise. Là encore, un anticapitalisme de pacotille et un programme anti-prolétarien!

Pour couronner le tout, le PRT et le CSR participent à l'Organisation Politique du Peuple et des travailleurs (OPT) lancée en 2011 à l'initiative du **Syndicat Mexicain des Electriciens (SME)**, avec comme but la construction d'un «parti large des travailleurs». Dans le langage trotskyste, un parti «large» est un parti sans programme politique précis, et en particulier sans programme **révolutionnaire**, de façon à agglomérer des courants divers, y compris ouvertement réformistes; et pour ne pas repousser ces derniers, un tel parti s'ali-

Mexique ...

gne inévitablement sur eux.

C'est ce que démontre le SME quand par la voix de son secrétaire général, il a exprimé sa position sur la candidature zapatiste.

Il dénonce «la technocratie néo-libérale qui, au pouvoir, a depuis longtemps abandonné son rôle d'État-providence» et le «saccage effectué par les gouvernements néo-libéraux au cours des dernières décades sur les articles de notre Constitution jusqu'à la réduire à un simple 'règlement' de protection et de fonctionnement des entreprises multinationales où la sauvegarde des richesses naturelles et du sous-sol du pays ainsi que sa souveraineté nationale et la protection des droits élémentaires de ses habitants ont été réduits à un schéma de franche vulnérabilité», ainsi que les «diktats des organisations internationales comme l'OCDE, la Banque mondiale ou le FMI». Il se fait donc le défenseur non seulement de l'économie nationale et de ses «entreprises publiques (...) fer de lance du renforcement et du développement de notre économie» mais aussi des intérêts «des millions de contribuables, commerçants et petits et moyens entrepreneurs»!

L'OPT, initiée par le SME, n'est donc pas et ne peut pas être une organisation révolutionnaire; c'est un parti nationaliste défenseur de la Constitution bourgeoise et de la «souveraineté nationale», dans la plus pure tradition des populismes latino-américains.

Tant par son adhésion à l'OPT que pas

son soutien à l'initiative zapatiste, les trotskistes de la IVe Internationale témoignent de leur profond opportunisme, de leur volonté d'offrir en tout temps et en tous lieux des solutions politiques concrètes et compréhensibles par les couches les plus politiquement arriérées. Cette politique est contraire aux intérêts du prolétariat car elle contribue à désorienter les militants d'avant-garde et les prolétaires combattifs pour les tenir éloignés du terrain de classe.

... SÉISME PROLÉTARIEN À VENIR

La nature du zapatisme n'est pas prolétarienne mais fondamentalement paysanne. C'est pourquoi son programme est profondément archaïque: il souhaite exhumer du passé la révolution paysanne de Zapata et de Villa qui s'était achevée par la trahison des paysans sans terre par leurs alliés bourgeois. C'est un programme totalement illusoire: les masses paysannes pauvres ne pourront s'émanciper de la grande propriété foncière et de leur oppression multi-séculaire (comme paysans mais également comme Indiens) qu'avec l'émancipation du prolétariat mexicain et la destruction du mode de production capitaliste qui vit et se nourrit de leur sueur et de leur misère.

Ce qui est historiquement à l'ordre du jour au Mexique n'est pas une secousse pour réformer la domination bourgeoise et ses ambitions de se tailler une place sur le marché mondial; ce qui mûrit dans le sous-sol du Mexique comme ailleurs, c'est un séisme prolétarien dont la puissance for-

midable pourrait jeter bas l'ordre capitaliste en débouchant sur la **révolution socialiste**.

Cette révolution sera centrée sur les prolétaires des villes et s'étendra aux foyers de lutte des classes qui existent dans les campagnes. Elle ne promettra pas aux petits paysans la survie éternelle de leur parcelle, privée ou non, car ce ne serait que leur promettre leur enchaînement éternel à une vie misérable et étriquée. Elle leur montrera les avantages qu'ils retireront de la disparition de l'agriculture parcellaire improductive avec son gaspillage du travail humain, et leur pleine intégration dans la communauté des prolétaires qui les fera bénéficier pour la première fois des progrès du formidable développement des forces productives. Une telle révolution aurait en outre un écho immédiat parmi les dizaines de millions d'immigrés mexicains aux Etats-Unis, elle bloquerait d'importants flux de matières premières, de produits agricoles et de produits manufacturés fabriqués dans les *maquiladoras* (usines en zone franche) à destination de ce pays; elle ébranlerait ainsi tout l'ordre capitaliste et impérialiste régional, constituant un puissant levier pour l'entrée dans la lutte révolutionnaire du prolétariat nord-américain, secteur décisif du prolétariat international pour la victoire de la révolution communiste mondiale.

Les rêveries indigénistes et paysannes, tout comme le nationalisme populiste sont des voies sans issue. Le Mexique est mûr pour la révolution socialiste.

Mais dans la mesure où aujourd'hui le prolétariat ne constitue pas encore une force organisée indépendante, donc ef-

fectivement de classe, les révoltes sociales sont destinées à éclater à l'aveugle et de façon désorganisée. Cela n'élimine pas le fait que la base matérielle des antagonismes de classe soit pleinement présente, nonobstant la faiblesse relative de son économie capitaliste comme celle d'autres pays dits émergents.

Pour que le séisme prolétarien se transforme en révolution capable de détruire l'État bourgeois mexicain, d'émanciper les masses ouvrières mais aussi les populations paysannes pauvres, et de contribuer à la victoire prolétarienne internationale, la présence d'organisations classistes de défense «immédiate» et du parti de classe dirigeant la lutte est indispensable. Oeuvrer pour la constitution de ces organisations et surtout de ce parti, au programme réellement marxiste, telle est la tâche à laquelle devront s'atteler les prolétaires d'avant-garde au Mexique.

El Proletario

Órgano del partido comunista internacional
No 12 - Enero de 2017

- Las razones de SU abstencionismo
- Cuba: Muerto Fidel Castro no se abre una nueva fase de una "revolución socialista" que nunca ha sido tal, sino un reposicionamiento del capitalismo cubano en el mercado mundial
- Ni fueron, ni somos, ni serán... bordiguistas
- Novedades disponibles en el sitio del partido - www.pcint.org
- Verdad y mentira en la constitución cubana
- Ni en el Parlamento, ni en el Gobierno ni en la oposición. ¡Para luchar, el proletariado sólo puede confiar en sus propias fuerzas!
- Sobre la crisis prolongada del proletariado y sus posibilidades de remontarla (III)
- La democracia americana se prepara para una vuelta de tuerca. Del demócrata Obama al Republicano Trump, diversos métodos para los mismos objetivos imperialistas
- "Dirty" Duterte, el nuevo rostro sangriento de la democracia burguesa en Filipinas
- De nuevo el proletariado inmigrante marca el camino
- Nuevo motín en un Centro de Internamiento de Extranjeros de Barcelona. Los proletarios inmigrantes, inasequibles a la farsa parlamentaria

Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €, 3 FS; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

« Il Comunista »

Nr.147 - Febbraio 2017

Nell'interno

- 1917. La luce di Ottobre rischiarerà la via della rivoluzione di domani
- Terremoti e tragedie
- Il Fronte Popolare: 80 anni di un mito logoro quanto la lotta antifascista
- Sul rinnovo del contratto dei metalmeccanici siglato dalla Triplice sindacale tricolore
- Il Fronte Popolare: 80 anni di un mito logoro quanto la lotta antifascista
- Overdose di capitalismo
- Messico: Gasolinazo, rabbia proletaria e riformismo a un punto morto
- Nello sforzo comune di difendere la teoria marxista e il patrimonio politico della Sinistra comunista, proseguiamo il lavoro di assimilazione teorica vitale per il partito. La rivoluzione proletaria è internazionale. E internazionale sarà la trasformazione socialista dell'economia (Resoconto sommario della riunione generale di Milano del 17-18 dicembre 2016). 1936-1939. la Guerra di Spagna / Una prima sintesi delle posizioni del partito sugli eventi di Spagna
- Lo dicono loro...
- A cent'anni dalla prima guerra mondiale. Le posizioni fondamentali del comunismo rivoluzionario non sono cambiate, semmai sono ancor più intransigenti nella lotta contro la democrazia borghese, contro il nazionalismo e contro ogni forma di opportunismo, vera intossicazione letale del proletariato
- La teoria marxista della moneta (6)
- Da dove vengono gli argentini? Sono scesi dalle navi...

Giornale bimestrale - Una copia 1,5 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 8 €, 25 CHF; £ 6 - Abbonamento annuo di sostegno: 16 €, 50 CHF; £ 12

Affaire Théo

Quelle riposte contre les brutalités policières?

Le traitement bestial de Théo, éducateur de 22 ans sodomisé par une matraque, ce qui lui a valu 15 jours d'hôpital, après avoir été arrêté par les flics parce qu'il protestait contre leur comportement vis-à-vis d'un jeune, a déclenché une vague d'indignation, surtout parmi les jeunes des quartiers prolétariens, confrontés régulièrement aux brutalités policières; l'IGPN, la dite «police des polices», a essayé de blanchir les flics en cause en affirmant que ce n'était qu'un «geste accidentel», mais des témoignages ont montré que c'était au contraire une pratique régulière. La colère était telle que les autorités et des politiciens de tout bord (y compris les Républicains Estrosi ou Eric Woerth!) ont fait mine de condamner les policiers responsables (à part le FN qui a lancé une pétition «pour soutenir la police!»), Hollande est allé en personne au chevet de Théo, etc.

Mais ces belles paroles n'ont pas calmé les choses, l'affaire Théo venant en effet après beaucoup d'autres (les policiers font en moyenne plus d'un mort par mois) dans un climat de harcèlement par les flics racistes des jeunes des quartiers.

La justice s'acharne par exemple contre la famille d'Adama Traoré (tué dans un commissariat le 19 juillet dernier) pour la punir d'avoir fait éclater les mensonges des gendarmes et du procureur et pour la faire taire: 8 mois ferme pour l'un de ses frères, Bagui, accusé rien moins que de «tentative d'assassinat» de policiers, et qui depuis a entamé une grève de la faim. Des manifestations de protestation, des émeutes violentes et des mouvements de grève dans les lycées ont duré pendant plusieurs jours, la répression se soldant par des centaines de garde-à-vue et des dizaines de comparution immédiates de manifestants devant les tribunaux, sous les applaudissements des politiciens qui avaient d'abord condamné les agissements policiers.

Hasard du calendrier, au même moment le parlement votait, à l'unanimité des députés PS, Républicains et Front National présents, une loi (dénoncée par l'Ordre des avocats, le Syndicat de la Magistrature et diverses organisations démocrates comme

un «permis de tuer») pour renforcer les possibilités pour les policiers d'utiliser leurs armes!

Cette situation a contraint les pompiers sociaux les moins discrédités (comme le sont SOS Racisme, ou AC le Feu) à faire tous leurs efforts pour tenter de récupérer et d'arrêter le mouvement. Elles l'ont fait évidemment au nom de la «démocratie», de la paix sociale et d'une police plus humaine (1), éternelle rengaine qui revient à chaque «bavure policière».

En réalité ces organisations s'emploient à cacher que les brutalités et les crimes policiers sont, ne sont pas des bavures causées par quelques brebis galeuses, mais la règle: les forces de police sont là pour maintenir l'ordre bourgeois basé sur l'inégalité sociale, l'oppression et l'exploitation des prolétaires; cet ordre ne peut être maintenu que par la force, l'intimidation et la violence. Dans la période calmes et prospères, cette violence se trouve sous forme potentielle, c'est-à-dire qu'elle n'apparaît en pleine lumière que dans des cas relativement peu nombreux; les démocrates les font alors passer pour des épisodes exceptionnels, ne mettant pas en cause la police et ses fonctions, et qu'il serait donc possible d'éviter moyennant quelques petites réformes. Mais dans les périodes plus tendues, lors de grèves dures ou de manifestations rompant avec les habituelles processions traîne-savates, la violence des forces de répression de l'ordre bourgeois s'exerce plus ouvertement; et elle se déchaîne lorsque les exploités, ne se contentant plus de résister au capitalisme, commencent de l'attaquer.

La répétition continuelle des brutalités policières est la conséquence inévitable du maintien de l'ordre bourgeois; prétendre qu'il soit possible de les éviter par telle ou telle mesure, par une «meilleure formation des policiers», etc. est un pur mensonge. «Il faut une révolution pour faire plier la mauvaise France» a affirmé le frère d'Adama Traoré (2). Et en effet, seule la reprise de la lutte prolétarienne anticapitaliste (et non un repliement de type racial – entre noirs ou «descendants des colonisés» – comme le préconisent quelques organisations petite-

bourgeoises), avec ses mesures d'autodéfense, pourra tenir en respect les «hommes en armes» de la bourgeoisie. Si cette alternative est encore très lointaine, elle indique cependant la direction vers laquelle il faut aller, et la perspective dans laquelle, pour qu'ils soient efficaces, il faut inscrire les mouvements et les mobilisations en cours, en particulier pour la **libération d'Adama Traoré et de tous les emprisonnés**.

Sinon les manifestations les plus «réussies» (3), les appels les plus généreux, comme *Justice pour Théo!*, resteront condamnées à l'impuissance: c'est le prolétariat révolutionnaire qui rendra justice à toutes les victimes du capitalisme en abattant ce système pourri!

(1) Donnons comme exemple l'écoeurant appel aux manifestations du 19 mars signé par la Ligue des Droits de l'Homme, le MRAP, la CGT et la FSU: «La police est un métier difficile (...). Avec ces marches nous disons: une autre police est nécessaire (...). Il est impératif d'adopter des mesures (...) qui créent les conditions de confiance entre police et population (...). Les violences policières, dès qu'elles font – ou semblent faire – système, sont un coup de poignard plongé dans le cœur de la République, etc., etc». Ou le communiqué du PCF du 13/3 demandant l'instauration d'«une police de proximité, bien formée, disposant des moyens nécessaires à son travail, gardienne de la paix qui tourne le dos à la politique du chiffre et au tout répressif». Amen!

(2) Cf *Résistons Ensemble contre les violences policières et sécuritaires* n°161 (mars 2017).

(3) Nous faisons allusion à la manifestation du 19 mars «Pour la Justice et la Dignité» à laquelle appelaient toutes les organisations démocrates, réformistes et collaborationnistes, mais où étaient absents, selon tous les commentateurs (qui s'interrogent à ce sujet), les jeunes prolétaires des banlieues. Peut-être avaient-ils conscience que ces grandes processions unitaires ne servent à rien?

Populisme, vous avez dit populisme?

Un spectre, paraît-il, hanterait la démocratie bourgeoise: le spectre du «populisme»: c'est le populisme qui expliquerait la victoire au référendum britannique du Brexit (sortie de la Grande-Bretagne de l'Union Européenne), celle de Trump aux élections américaines, la défaite du premier ministre italien Renzi à un référendum sur des réformes constitutionnelles et son départ du pouvoir, la progression électorale de Le Pen en France, de l'extrême-droite aux Pays-Bas, etc. On a même taxé Fillon de populisme à cause de ses déclarations contre les juges...

Certains commentateurs y voient une révolte d'électeurs en colère appartenant aux «classes populaires», aux couches moyennes ou aux prolétaires. «*Populisme, le mot incarne à lui seul l'angoisse démocratique du moment: Trump, Le Pen, Erdogan, Orban - la liste n'est pas exhaustive - nous sommes cernés par les populistes et la démocratie n'a jamais semblé si attaquée*» affirme ainsi une émission de radio (1)

QU'EST-CE QUE LE POPULISME?

Pour le marxisme, c'est la thèse ou l'orientation politique qui nie la division en classes et la lutte des classes dans la société pour n'y voir qu'un antagonisme entre un ensemble regroupant l'écrasante majorité des citoyens – le peuple – et une toute petite minorité de «privilegiés». Le marxisme a dû combattre les courants qui fondaient leur activité sur cette orientation (comme par exemple en Russie le courant «populiste»), mais aussi l'influence sur le mouvement prolétarien de cette thèse qui lui faisait perdre ses orientations de classe.

En effet toutes les vagues opportunistes ont comme caractéristique l'abandon plus ou moins ouvert des positions de classe et le ralliement à cette orientation, en général sous le prétexte de constituer un grand front des opprimés, toutes classes confondues, contre la politique bourgeoise, fasciste ou non. Comme le démontrent mille exemples historiques, le résultat inévitable de cet abandon des positions de classe est que, noyé dans un regroupement où dominent les orientations d'autres classes, non seulement le prolétariat voit disparaître toute possibilité de défendre ses intérêts propres, mais il lui devient même impossible de s'opposer réellement à la politique bourgeoise que le regroupement prétendait combattre: c'est la voie de la défaite assurée. L'orientation populiste est typiquement de nature petite-bourgeoise: la petite-bourgeoisie, placée entre les deux classes fondamentales de la société, redoute la lutte entre ces deux classes, dans laquelle elle risque fort d'être broyée; c'est pourquoi elle répugne à tout ce qui évoque la lutte de classe et ne jure que par «le peuple», «l'unité populaire», etc.

Marx avait déjà signalé dans «Le XVIII Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte» qu'*«il ne faudrait pas s'imaginer platement que la petite bourgeoisie a pour principe de vouloir faire triompher un intérêt égoïste de classe. Elle croit au contraire que les conditions particulières de sa libération sont les conditions générales en dehors desquelles la société moderne ne peut être sauvée ni la lutte des classes évitée*». On croirait lire là une analyse de l'attitude des Indignés espagnols ou des partisans américains de la lutte contre «les 1%»!

LE POPULISME SELON LES MEDIAS ET LES COMMENTATEURS BOURGEOIS

Mais ce que les médias et les commentateurs bourgeois entendent par «populisme», c'est un fourre-tout, où ils ont tendance d'ailleurs à mettre plutôt des mouvements de droite ou d'extrême-droite, comme nous l'avons vu dans la citation que nous avons produite au début à titre d'exemple; ce fourre-tout regroupe les mouvements politiques et les politiciens critiques de la politique traditionnelle des différents gouvernements en faisant fond sur des arguments démagogiques. Comme si la propagande des partis politiques traditionnels – ceux qu'on appelle aussi les «partis de gouvernement» – était étrangère à la démagogie! Il n'existe pas d'élections où les partis en compétition ne fassent pas assaut de promesses qu'ils savent ne pas pouvoir ni vouloir tenir s'ils arrivent au gouvernement, ni de gouverne-

ment qui n'ait pas recours à la démagogie pour se maintenir ou faire passer ses mesures dans l'opinion.

Mais la qualification de populisme et la dénonciation de leur démagogie est réservée à ceux qui affirment vouloir rompre avec les orientations qui font consensus (ou **semblent** le faire) dans le monde politique bourgeois: tels sont les partisans du Front National en France et de l'extrême droite aux Pays-Bas, tels étaient les avocats de la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union Européenne ou les partisans de Trump.

BREXIT ET ÉLECTION DE TRUMP

A ce sujet il est faux de dire que les victoires d'un Trump ou des partisans du «Brexit» constituent des «revers» pour la démocratie, ou même pour la bourgeoisie comme l'affirment certains (2).

Pour ce qui est du Brexit, on avait déjà pu constater que si les Bourses du monde avaient chuté dès connu le résultat du référendum, celle de Londres était celle qui avait le moins baissé et celle qui s'est le plus rapidement reprise – signe que les investisseurs britanniques étaient les moins inquiets. Ou que le Congrès du Parti Conservateur, tenu quelques semaines après le référendum, s'était déroulé, selon la presse, dans un «climat d'euphorie». Theresa May, qui avait pourtant fait campagne pour le maintien dans l'Union Européenne, avait immédiatement affirmé après son accession au poste de Premier Ministre, qu'il n'était pas question de revenir sur cette décision, comme le voulaient nombre de partisans de l'Union Européenne.

Et après quelques mois d'incertitudes consacrés sans nul doute à des consultations approfondies auprès des cercles capitalistes les plus influents (3), son gouvernement a décidé de choisir la voie du «hard Brexit», de la rupture franche avec l'Union Européenne: les milieux dirigeants de la bourgeoisie britannique ne pensent donc pas du tout que cette rupture est pour eux un grave problème! Non, la classe capitaliste britannique n'a pas «perdu le contrôle du processus démocratique», non, elle n'a pas laissé «ses intérêts vitaux à la merci d'aventuriers» populistes (4)...

Quant à Donald Trump, il faut noter que même si certaines grandes entreprises du secteur des «nouvelles technologies» qui soutiennent habituellement les Démocrates, ont manifesté leur désaccord avec ses décrets sur l'immigration, son élection a été suivie par une hausse record de la bourse de Wall Street: les investisseurs, là aussi, ont plébiscité le «populiste». Et d'ailleurs son gouvernement, dont la constitution serait un «revers» pour la bourgeoisie est celui qui comporte le plus de capitalistes milliardaires de l'histoire!

Sans doute quelques-unes de ses déclarations à l'emporte-pièce ont pu faire lever les sourcils parmi certains secteurs capitalistes: la menace de frapper les importations de taxes élevées serait un coup sévère pour nombre d'industries qui ont délocalisé une partie de leur production ou pour le secteur de la grande distribution. Mais on peut parier que les capitalistes à la tête de puissants groupes d'intérêts sauront le faire comprendre à leur collègue Trump... D'autre part si, sur le plan de la politique étrangère, il a in-

quiété certains alliés des Etats-Unis, sans beaucoup se soucier des formes diplomatiques, il n'y a pas de doute que les éventuels tournants correspondent à des intérêts impérialistes on ne peut plus concrets et non à une quelconque lubie; en particulier son hostilité envers l'Union Européenne et l'Allemagne s'explique par les déboires économiques américains dans la concurrence économique avec ces pays.

MENACE POPULISTE CONTRE LA DÉMOCRATIE?

De bons démocrates s'alarment de l'«attaque» contre la démocratie que représenteraient les populistes; ils regrettent en fait que les électeurs n'aillent pas voter sans sourciller pour les partis classiques qui se succèdent au pouvoir depuis des décennies et qui n'ont cessé de leur faire avaler des sornettes sur l'amélioration de leurs conditions.

Mais en réalité les progrès électoraux, sinon les victoires électorales, des populistes sont la démonstration que la démocratie bourgeoise fonctionne encore à merveille: le fait que des petit-bourgeois ou même des prolétaires manifestent leur désenchantement ou leur «colère» (comme le disent ces fameux commentateurs) dans les urnes plutôt que dans la rue, est un résultat éminemment positif pour l'ordre bourgeois qui est à mettre au compte du système démocratique: les partis populistes ont démontré qu'ils sont un **soutien** de la démocratie!

Par ailleurs la montée de ces mouvements et partis anti-prolétariens dont le nationalisme et la xénophobie sont le trait dominant, est le reflet de l'augmentation des tensions entre Etats, ainsi que des tensions économiques et sociales internes. Dans une situation de crise économique persistante, il est inévitable que se développent des courants appelant à défendre le capitalisme national contre les concurrents étrangers, même si leurs programmes entrent sur certains points en contradiction avec les intérêts des grands groupes capitalistes les plus internationalisés; ces courants sont l'expression de couches bourgeoises et de secteurs capitalistes menacés par la dite «mondialisation», c'est-à-dire par l'aggravation de la concurrence internationale et les progrès de la concentration capitaliste. L'hostilité envers les étrangers, migrants ou non, qui est partie intégrante de l'hostilité envers les exploités, en est la conséquence logique en même temps que le moyen de trouver une audience non seulement auprès des petits-bourgeois, mais aussi auprès de travailleurs qui souffrent de la concurrence que le système capitaliste impose aux prolétaires. La division entre prolétaires nationaux et étrangers pour paralyser la classe ouvrière, très vieille politique utilisée par la bourgeoisie sans attendre l'apparition des populistes, est naturellement reprise par les couches d'aristocratie ouvrière imbuées de leur «supériorité» vis-à-vis des prolétaires les plus exploités.

Ces courants populistes ont trouvé place dans le système politique bourgeois; mais, en outre, qu'ils soient parfaitement intégrables par les «partis de gouvernement», cela est démontré par le fait qu'un Sarkozy en France avait repris une partie du discours et du programme du FN (réduisant électoralement ce dernier à la portion congrue) ou qu'en Hollande le VVD, parti de «centre-droit» au gouvernement, ait remporté les élections législatives face au PVV d'extrême droite de Geert Wilders, en faisant de la surenchère anti-immigrés; après les élections le PVV a proposé la formation d'une coalition gouvernementale avec le VVD et les autres partis de droite en faisant état des «convergences» entre eux (une coalition gouvernementale entre le PVV et le VVD a d'ailleurs existé en 2010).

RÉVOLUTION INTERNATIONALE ET LE FRONT NATIONAL: QUI EST IRRATIONNEL ? QUI EST DÉCOMPOSÉ ?

Le CCI a récemment décidé de «s'attaquer» sur sa presse à la question du «popu-

lisme»; en particulier deux articles de *Révolution Internationale*, «Élections régionales en France: le populisme exprime l'impasse du capitalisme» et «Le Front national, une fronde réactionnaire liée à la décomposition de la société» (5), ont traité de la question du Front national en France.

Rappelons que depuis plusieurs décennies le FN est un acteur important de la vie politique en France. Il a pendant des années joué le rôle du Grand Méchant Loup rabattant vers les urnes des électeurs qui tendaient à s'en détourner. Au nom de l'«antifascisme» et de la «défense de la démocratie», les prolétaires ont été régulièrement appelés à soutenir les partis «de gouvernement», de droite ou de gauche, selon la formule du «front républicain»; aux élections présidentielles de 2002, tous les partis de gauche et d'extrême-gauche (6) appellèrent ainsi à voter Chirac «pour faire barrage à Le Pen», et cet exemple s'est renouvelé à chaque élection. Le FN était en effet l'organe des courants les plus réactionnaires de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, notamment ceux liés à l'intégrisme catholique, ce qui permettait de lui faire endosser le rôle de repoussoir et de menace permanente pour les travailleurs; selon une propagande bien rôdée, ces derniers ne pouvaient trouver de protection contre lui que dans la démocratie et le maintien de l'ordre établi. Mais ce sont les partis démocratiques, de droite ou de gauche, et non le FN, qui ont asséné au cours de ces années tous les coups aux travailleurs, et ce sont eux qui ont vu par conséquent leur popularité s'éroder inexorablement.

Rompant avec la politique d'isolement de Le Pen père qui ne reculait jamais devant quelque provocation soigneusement étudiée pour se poser en adversaire résolu de tous les autres partis de l'échiquier politique, le FN s'est lancé depuis quelques années dans une politique de «dédiabolisation»; elle vise à lui donner une image de parti nationaliste autoritaire mais «populaire» – au point que Hollande avait déclaré qu'il avait le programme du PCF des années 70! Oubliées les références affichées au passé pétainiste ou aux traditions catholiques antisémites, le FN reprend des revendications réformistes (retraite à 60 ans, etc.), s'oppose à la loi El Khomri ou refuse de s'opposer en tant que tel au «mariage pour tous». Bien entendu il reste un parti raciste d'extrême droite, mais son nouveau langage plus modéré et sa nouvelle démagogie «sociale» lui ont valu d'accroître son audience, y compris parmi les exploités. Par contre pour les cercles capitalistes les plus influents, il n'est pas question à l'heure actuelle de le voir accéder à la tête du pays: c'est dans l'opposition qu'il a sa place et son utilité, alors que sa venue au gouvernement serait contre-productive.

Mais selon le CCI, «*le parti de Marine Le Pen préoccupe aujourd'hui grandement la bourgeoisie française*»; la «*possibilité de voir arriver le FN au pouvoir inquiète beaucoup* [sic!] *l'ensemble de la bourgeoisie, tant son programme économique, social et politique demeure inadapté et irresponsable du point de vue des intérêts du capital national*». Son projet politique serait «*en complet décalage avec les besoins objectifs du capital national, tant au niveau de la gestion de l'économie que des conceptions impérialistes*».

En réalité le programme électoral d'un parti est une chose, et son action au gouvernement en est une autre, comme les partis de gauche l'ont démontré; la venue au gouvernement du FN répondrait à une situation politique particulière, impliquant d'attaquer beaucoup plus fortement les prolétaires et de renforcer beaucoup plus le despotisme social, situation par rapport à laquelle son programme économique ne compterait pour rien. Nous n'en sommes pas là aujourd'hui.

Mais le CCI ne fonde pas son analyse et sa condamnation du FN sur le plan politique, mais sur le plan de l'idéologie: «*le FN propage une idéologie irrationnelle (sic!) et immorale (re-sic!)*» qui «*représente un pas significatif dans le processus de disso-*

lution de la société: la barbarie en bandoulière, l'immoralité en étendard»!!! Au lieu d'une analyse marxiste, ce qu'il nous sert, ce sont des considérations creuses, anti-marxistes et authentiquement **petite-bourgeoises** sur la morale, conçue sans aucun doute comme éternelle, au-dessus des classes et des sociétés. Elles découlent de sa fameuse et fumeuse théorie de la décomposition – et même maintenant dissolution! – du capitalisme que le CCI a depuis quelque temps ressorti des oubliettes.

Le populisme «qui déstabilise le jeu politique de la bourgeoisie» serait ainsi la conséquence de cette décomposition: celle-ci engendrerait «dans les rangs des partis de gouvernement des comportements de plus en plus irresponsables du point de vue des besoins politiques de l'appareil étatique, une perte du "sens de l'État". Des fractions toujours plus larges de la bourgeoisie ne voient plus, dans l'immédiat, que leurs propres intérêts de clique et perdent de vue les intérêts généraux de la classe dominante». C'est une vieille lubie du CCI: il expliquait déjà dans les années 80 du siècle dernier que la bourgeoisie française avait laissé la gauche venir au pouvoir parce qu'elle n'avait pas compris son véritable intérêt de classe. Nous avons la faiblesse de croire que la bourgeoisie sait – malheureusement – beaucoup mieux que le

CCI quels sont ses intérêts de classe et comment les défendre (y compris contre certaines cliques bourgeoises s'il le faut).

Révolution Internationale nous explique les racines de cette soi-disant «décomposition»: «l'incapacité actuelle des deux classes fondamentales et antagonistes, que sont la bourgeoisie et le prolétariat, à mettre en avant leur propre perspective (guerre mondiale ou révolution) a engendré une situation de "blocage momentané" et de pourrissement sur pied de la société». Les prolétaires qui au quotidien voient leurs conditions d'exploitation s'aggraver et leurs conditions de vie se dégrader, seront heureux d'apprendre que leur classe est capable de bloquer la bourgeoisie et de l'empêcher de mettre en avant ses «perspectives»...

* * *

Laissons le CCI à ses élucubrations; la réalité est bien différente de ce qu'il s'imagine: le prolétariat est encore incapable d'opposer une résistance autre que partielle et momentanée aux attaques de la bourgeoisie qui, de ce fait, n'a pas besoin de recourir à des méthodes extrêmes et violentes pour imposer ses exigences. Le prolétariat n'ayant pas encore retrouvé la force de reprendre la voie de la lutte et de l'organisation de classe, l'idéologie et la praxis démocratiques interclassistes restent toujours dominantes.

Sans doute le système politique bourgeois et son mécanisme électoral connaissent auprès des prolétaires une perte d'efficacité préoccupante, à écouter seulement les plaintes des analystes bourgeois sur le désintérêt grandissant qu'ils rencontrent; le succès croissant des partis et mouvements d'extrême droite ou «populistes» non seulement parmi les petit-bourgeois mais aussi parmi certaines couches prolétariennes est à la fois un **remède** à cette perte d'efficacité par la vigueur qu'il redonne au cirque électoral, et le signe des difficultés encore énormes du prolétariat à émerger de sa prostration politique. Le populisme, de droite ou de gauche, courant politique foncièrement anti-prolétarien, est, pour toutes les raisons que nous avons dites, une arme précieuse pour l'ordre établi bourgeois. Mais il ne peut cependant pas remplacer le rôle contre-révolutionnaire infiniment plus puissant qu'a joué le réformisme classique, solidement implanté dans la classe ouvrière, et de ce fait en mesure de la paralyser.

Même s'il est capable de conquérir une certaine audience parmi les prolétaires inconscients de leurs intérêts historiques de classe (comme par ailleurs **toutes** les forces bourgeoises, ce qui est l'expression de la domination de cette classe sur la société), il n'a aucune base réelle dans la classe exploitée et il s'évanouit à chaque mouve-

ment de lutte de celle-ci; sa force étant essentiellement électorale, elle est condamnée à disparaître dans la lutte entre les classes – comme celle du système politique bourgeois dont il n'est qu'un appendice.

(1) Cf «L'atelier du pouvoir», *France Culture*, 21/1/17

(2) Par exemple le CCI: cf *Révolution Internationale* n°461

(3) Y compris des capitalistes étrangers: Carlos Ghosn, le patron de Renault-Nissan a ainsi confirmé le développement de ses usines en Grande-Bretagne après des discussions et un accord – confidentiel – avec Theresa May.

(4) Cf la *Revue Internationale* du CCI n°157, p. 2.

(5) *RI* n°456, janvier-février 2016, «Élections régionales en France: le populisme exprime l'impasse du capitalisme» et *RI* n°461, novembre-décembre 2011, «Le Front national, une fronde réactionnaire liée à la décomposition de la société». Toutes les citations qui suivent sont tirées de l'un ou l'autre de ces articles.

(6) Lutte Ouvrière ne préconisa pas ouvertement le vote pour Chirac, mais appela les travailleurs à ne pas s'abstenir et à s'opposer à une victoire électorale de Le Pen - ce qui revenait au même.

Au Cameroun, un meurtre capitaliste sur les rails

400 morts et des centaines de blessés le 21 octobre à Esaka au Cameroun: Non, ce n'est pas le bilan d'un massacre revendiqué par Daesh ou par Boko Haram dont les médias et les politiciens aiment s'abreuver pour alimenter un climat de peur et justifier l'«union nationale» derrière les exploités.

C'est en fait l'effroyable bilan, avancé par des journalistes camerounais, du déraillement du train 152 de la compagnie Cameroun Railways (Camrail) gérée par Bolloré sur la ligne reliant Yaoundé, la capitale politique, à Douala, la capitale économique du Cameroun. Pour sa part, le bilan officiel se limite à 79 morts.

Cette catastrophe est en réalité un **pur crime capitaliste**; les principaux coupables sont la bourgeoisie camerounaise et l'impérialisme français qui vampirise l'Afrique depuis des décennies à l'aide de ses multinationales dont le groupe Bolloré est un des fleurons. La commission d'enquête officielle qui aurait dû rendre ses conclusions dans les 30 jours n'avait toujours pas publié son rapport début janvier; mais selon des fuites dans la presse, ce rapport chercherait surtout à dédouaner les autorités gouvernementales et ferroviaires et à trouver des bouc-émissaires: Bolloré est trop puissant au Cameroun pour qu'il soit mis en cause. Entre-temps le groupe a accordé une indemnité royale de... 2300 euros à 45 familles de victimes pour «frais d'obsèques»!

Depuis l'indépendance, la bourgeoisie camerounaise a été incapable de satisfaire aux besoins élémentaires des habitants du pays.

Dans les années qui ont suivi l'indépendance le Cameroun a connu une croissance économique importante (15% par an en moyenne de 1965 à 1985), essentiellement basée sur les exportations de matière première. Mais cette croissance a surtout profité à la bourgeoisie locale et à l'ancien colonisateur – l'impérialisme français (dont la présence reste encore aujourd'hui massive) –, et très peu à la population, qui s'est révoltée à plusieurs reprises (opérations «villes mortes» en 1991, émeutes de 2008, sans oublier la révolte anticoloniale de 1956-57 de l'UPC, sauvagement réprimée par les troupes françaises).

Le réseau ferroviaire n'a pas été modernisé. Les voies camerounaises sont restées très étroites, très loin des standards internationaux de la convention de Berne de

1886. L'écartement est seulement d'un mètre au lieu de 1,435 m. Cela oblige les trains à circuler à des vitesses très lentes: 5 heures pour relier Douala à Yaoundé distants de 265 km, soit une moyenne d'une petite cinquantaine de kilomètres/heure! La ligne n'a pas été entretenue alors que le trafic de pétrole, de minerais et de bois est allé croissant.

Le réseau routier a également été laissé à l'abandon. Depuis des décennies, les routes n'ont été ni modernisées ni même entretenues: l'étroitesse et la vétusté de la route Douala-Yaoundé est la source de nombreux accidents qui causent des centaines de morts par an. L'effondrement d'un pont routier entre les capitales économique et politique explique le nombre très important de passagers: des centaines de personnes supplémentaires ont dû prendre le train 152, faisant passer le convoi de neuf à dix-sept rames.

Enfin, l'État camerounais ne dispose également que d'un système de santé profondément défaillant. Faute d'équipements et de personnel de santé en qualité et en quantité suffisantes, il a été indispensable de transporter beaucoup de blessés vers Yaoundé et Douala, à plus de 150 kilomètres, ce qui a entraîné la mort de certains.

Si la bourgeoisie camerounaise est coupable, l'impérialisme français l'est au moins tout autant, en particulier sa multinationale Bolloré.

Ce groupe est aujourd'hui un acteur incontournable dans le tissu économique comme dans la vie politique du Cameroun. Il a obtenu la concession de la société de chemin de fer Camrail depuis 1999 (pour 35 ans) mais aussi celle du terminal à conteneurs du port de Douala en 2005 (pour 15 ans). Il contrôle par ailleurs d'immenses plantations de palmiers à huile et d'hévéas.

La gestion de Camrail est seulement motivée par la course au profit. Bolloré dépense le minimum dans la maintenance et l'entretien des infrastructures. Certaines sources évoquent à propos de l'accident que «les freins du train qui auraient lâché». Des passagers survivants témoignent avoir été surpris de voir le train rouler subitement à vive allure y compris dans les virages, suite à de fortes odeurs de brûlé et des bruits bizarres. Des cheminots ont indiqué que les voitures rajoutées au dernier moment au train étaient connues pour avoir des freins défectueux.

De plus, pour des questions de rentabilité, le multinationale a privilégié le transport des marchandises et délaissé les trains passagers. Le fret est plus rentable car peu exigeant en termes de qualité du transport ou de retards. Cela s'est traduit par la fermeture des lignes de passagers jugées «non rentables» et par des licenciements massifs (un tiers de l'effectif, en commençant par les militants syndicaux, qui ont été emprisonnés de longs mois).

Le groupe sait que sa course au profit est une grave menace pour la sécurité. En août, au Burkina-Faso, un train de marchandises de Sitarail (société appartenant à Bolloré) est tombé dans un ravin, et en septembre un autre a provoqué l'effondrement d'un pont en Côte d'Ivoire.

La catastrophe n'est donc absolument pas due au hasard, à la fatalité: c'est un **crime** commis par la multinationale Bolloré, par le capitalisme, par la course au profit, par l'impérialisme français et son allié et client, l'État camerounais.

Contre une telle catastrophe, il est stupide de rêver à la mise en place d'un capitalisme «réglementé»: le capitalisme est un **système criminel** qu'il faut combattre et

mettre à mort pour pouvoir vivre en sécurité! Il a toujours méprisé et méprisera toujours la sécurité et la vie des travailleurs et de la population.

Les masses pauvres d'Afrique – paysannes et prolétaires – subissent de plein fouet une exploitation brutale, dans les champs, dans les usines ou dans les mines. Mais le prolétariat africain n'est pas une masse organisée du point de vue de classe. Comme ailleurs, il a besoin de constituer des organisations classistes qui défendent véritablement ses intérêts et un parti de classe unifiant et dirigeant son combat vers le renversement du capitalisme.

En outre les prolétaires africains ne font pas face seulement à «leurs» bourgeoisies et «leurs» Etats mais aussi à la pieuvre impérialiste, notamment française.

Pour que leurs luttes soient victorieuses, ils doivent rencontrer la solidarité active des prolétaires des métropoles impérialistes, parce qu'ils combattent le même ennemi et parce que la convergence des luttes des uns et des autres contre le capitalisme est indispensable pour la révolution communiste mondiale!

19/1/2017

CORRESPONDANCE Saint-Nazaire: Crimes sur les quais

Ce titre n'est pas celui d'un polar ou d'une série télévisée, mais la réalité quotidienne que doivent affronter les prolétaires des ports et docks.

Non seulement l'espérance de vie des dockers français est inférieure de 8 ans à celle de la population en général, mais elle est en recul très net, et en particulier sur le port de Saint-Nazaire.

Selon l'Association pour la protection de la santé au travail dans les métiers portuaires, créée en Loire-Atlantique en 2010, «l'espérance de vie de ces travailleurs se révèle d'une dizaine d'années inférieure à celle de leurs aînés», alors même que la mécanisation a limité les accidents du travail.

Cette association a mené une enquête auprès de dockers et elle a abouti à un bilan accablant: sur 140 dockers contactés, en grande majorité partis à la retraite, 87 déclarent être malades, 61 sont atteints de cancer, 35 sont morts. Cette hécatombe est liée à un taux anormalement élevé de cancers

du rein, larynx, vessie, prostate.

Les travaux menés par cette association ont montré que les dockers et travailleurs portuaires de Nantes/Saint Nazaire ont été soumis à une poly-exposition à des substances cancérigènes. Cela est lié au déchargement et au nettoyage chaque année d'une centaine de cargos de vrac, avec la cargaison à même la cale.

Les cargaisons de soja, importé du Brésil, sont arrosées de pesticides avant de traverser l'Atlantique, pour tuer champignons, rongeurs et insectes. Ces polluants peuvent pénétrer dans l'organisme par les voies respiratoires ou à travers la peau. Ils attaquent le système respiratoire, le système nerveux central, les cellules sanguines, le foie, le système immunitaire et sont cancérigènes, mutagènes ou reprotoxiques. Les cargos de ciment renferment de la silice qui peut provoquer silicose, bronchite chronique et cancer. Ceux chargés de coke

(Suite en page 8)

Standing Rock (Etats-Unis): Ecologisme contre lutte de classe

Fin décembre 2016, les écologistes et une grande partie de l'«extrême» gauche ont célébré la «victoire» des Sioux du Dakota du Nord qui ont empêché, grâce à une mobilisation de plusieurs mois et malgré une répression brutale, la construction d'un oléoduc – le Dakota Access Pipeline (DAPL) – qui devait traverser leurs terres.

Cette «victoire» a été de très courte durée. Donald Trump avait promis de revenir sur la décision d'Obama, dans les derniers jours de son administration, de s'opposer à la construction de ce pipeline: chose faite dès les premiers jours de mandat du nouveau président. Rien d'étonnant: Trump possède des actions dans Energy Transfer Partners (ETP), l'entreprise qui construit l'oléoduc, et il compte parmi ses plus proches alliés un magnat du pétrole de schiste.

En quelques jours, le pouvoir fédéral et l'État du Dakota ont mobilisé tout l'arsenal répressif possible – flics, militaires et juges – pour expulser les militants Sioux et écologistes qui occupaient le site. Le 23 février, les derniers présents ont évacué la zone en mettant le feu à leur campement.

Pour les populations amérindiennes, ce combat allait au-delà du refus d'être exposés aux risques inhérents au projet et était également une forme de résistance face à la brutale oppression raciste que subissent les Amérindiens depuis des siècles. Ces populations sont durement frappées par le chômage, la misère et tous les maux qui les accompagnent. Par exemple, à Pine Ridge (Dakota du Sud), 80 à 90 % de la population est sans emploi, et l'espérance de vie est autour de 50 ans, soit moins que dans la plupart des pays d'Afrique!

La construction du DAPL est une conséquence du «boom pétrolier» que connaît le Dakota du Nord avec l'exploitation du pétrole de schiste. Il y a une décennie, l'économie de cet État peuplé de seulement 750 000 habitants (contre 39 millions pour la Californie ou 27 millions pour le Texas), était dominée par les activités agricoles (production de blé dur, de haricots, de lin, de betteraves à sucre...). Son industrie était faiblement développée avec seulement quelques secteurs comme la production d'hydro-électricité, l'agro-alimentaire et des mines de lignite.

Aujourd'hui, le Dakota du Nord est devenu le deuxième État producteur de pétrole après le Texas. La principale région productrice, le bassin de Bakken, a vu sa production quintupler entre 2010 et 2016. Cela a entraîné une très forte croissance démographique et économique. Sa croissance économique annuelle est supérieure à 15 % et le chômage est le plus faible des Etats-Unis (1%). Le «revenu par habitant» – qui

mesure le degré de développement capitaliste et non la richesse des habitants – a augmenté de 20% : il est passé du 39e rang (sur 51 Etats) en 2000 au 5e en 2012. Les territoires dans lesquels les hydrocarbures sont exploités ont vu leur population croître de plus de 25 %.

Les ressources en hydrocarbures ont été exploitées de façon totalement anarchique et sans se soucier de la santé et de la sécurité des prolétaires et des populations. Rien de surprenant, c'est inhérent au capitalisme!

70 millions de litres de pétrole, de gaz ou de produits chimiques divers ont été ainsi déversés au Dakota du Nord entre 2006 et 2014, à la suite de 8700 accidents. Ces milliers de déversements ont eu d'immenses impacts en contaminant l'air, le sol et les nappes phréatiques. A cela s'ajoute le risque que les produits chimiques utilisés pour la fracturation hydraulique ne migrent progressivement dans le réseau d'eau et aussi les pollutions liées à la «réinjection» souterraine des eaux usées issues de la fracturation (le plus souvent dans les régions pauvres et peuplées de Noirs). Ce genre d'événements choque et révolte avec raison les écologistes ou les «écosocialistes» en tout genre.

Mais ils s'indignent moins du calvaire que vivent les prolétaires exploités par l'industrie pétrolière. Les accidents du travail atteignent des taux gigantesques au Dakota du Nord: 104 pour 100 000 salariés pour l'extraction de pétrole (la moyenne nationale est de 16) et 97 pour 100 000 dans la construction (9 au niveau national). Les accidents mortels – doux euphémisme pour parler de **meurtres** capitalistes – sont également cinq fois plus nombreux que la moyenne nationale et ils sont en très forte hausse depuis 2007 (ils sont passés de 7 pour 100 000 à 18, soit de 25 à 65 morts par an).

Ils sont également moins révoltés par les risques énormes que font courir aux quartiers ouvriers les trains chargés d'hydrocarbures, souvent de plus d'un kilomètre de long, qui les traversent. De grandes villes étasuniennes, comme Buffalo ou Minneapolis, sont traversées par ces véritables trains de la mort, comme l'a montré «l'accident» au Canada de Lac-Mégantic en 2013, au cours duquel l'explosion de nombreux wagons chargés de pétrole a tué 47 personnes; l'équipage de ce train qui avait traversé les deux plus grandes villes canadiennes était constitué d'une seule personne, le conducteur – qui a servi de bouc-émissaire pour la catastrophe. Le transport de matières dangereuses sur rail ou sur route est un fac-

teur de risque beaucoup plus grand que les oléoducs et gazoducs. Les autorités étasuniennes font silence sur le sujet mais leurs homologues canadiens ont reconnu que les trains de pétrole déclenchent un incendie tous les trois jours en Ontario.

De plus, les routes du Dakota du Nord sont devenues les plus dangereuses du pays: elles sont sillonnées par des flots de camions chargés de matériaux, de sable ou d'eau pour la fracturation hydraulique.

Les groupes écologistes ou «écosocialistes» qui ont combattu le projet d'oléoduc ont un point de vue bourgeois; ils souhaitent réformer le capitalisme pour le «verdir», l'assagir, et le rendre ainsi plus «humain» et plus «durable». Ils nient complètement que le problème n'est ni l'utilisation d'énergies fossiles ni la fracturation hydraulique ni le transport par oléoducs, mais le capitalisme lui-même et sa folle course au profit.

Au contraire des communistes, beaucoup d'écologistes – avec souvent le soutien de leurs suivistes d'«extrême» gauche comme Socialist Alternative ou l'ISO qui ont fait campagne pour la candidate du Parti Vert à la présidentielle – n'ont rien d'autre à proposer qu'un utopique et réactionnaire retour en arrière, avant l'industrialisation, avec l'objectif d'orienter le capitalisme, non vers la satisfaction des marchés, mais vers la satisfaction des besoins humains.

Tout cela est une complète utopie. Le capitalisme est fondé sur l'exploitation des prolétaires pour produire du profit, il ne peut fonctionner différemment; «Quant à attendre du mode de production capitaliste une autre répartition des produits, ce serait demander aux électrodes d'une batterie qu'elles ne décomposent pas l'eau et qu'elles ne développent pas de l'oxygène au pôle positif et de l'hydrogène au pôle négatif alors qu'elles sont branchées sur la batterie» ajoutait Engels dans son ouvrage «L'Anti-Dühring».

Le chemin de la transformation sociale et donc économique de la société bourgeoise ne peut que passer par la lutte révolutionnaire contre le capitalisme; cette lutte révolutionnaire ne peut être menée que par ceux qui n'ont aucun intérêt à la survie du capitalisme: les prolétaires. Ce combat contre la classe dominante pour détruire sa domination politique – qui lui sert à préserver le mode de production capitaliste – devra aboutir à l'instauration de la dictature du prolétariat qui est nécessaire pour briser la résistance des bourgeois et déraciner de fond en comble le capitalisme.

La seule alternative non illusoire est la préparation de la révolution prolé-

rienne sous la direction du parti communiste mondial.

A la différence des «écosocialistes» qui revendiquent «Laissez les énergies fossiles dans le sous-sol! 100 % renouvelables dès maintenant!», les communistes proclament:

Enterrez le capitalisme!

100 % pour une société sans classes qui en finisse avec le joug de l'esclavage salarié!

100 % pour le communisme, un monde nouveau qui satisfasse les besoins de l'Humanité toute entière!

Pour la diffusion internationale de la presse du parti !

L'augmentation incessante des tarifs postaux constitue un obstacle de plus en plus grand à la circulation de notre presse et de nos publications, surtout au niveau international. Par exemple l'envoi d'un exemplaire de *Proletarian* à une librairie américaine revient à 2,6 euros alors que le bulletin est vendu à l'équivalent de 1,5 euros!

Une première réponse à cette situation est le recours à l'internet et c'est la raison pour laquelle nous travaillons à améliorer le site du parti. Mais la diffusion électronique ne peut pas remplacer complètement la diffusion papier, y compris gratuite (Bibliothèques, etc.), qui reste souvent indispensable.

Pour maintenir et si possible accroître cette-ci, nous avons besoin du soutien de nos lecteurs et sympathisants.

Souscrivez pour la diffusion de la presse du parti!

Abonnez-vous, ré-abonnez-vous!

Notre site Internet :
www.pcint.org
Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE Première liste 2017

Aix: 165,00 / Contre l'intoxication généralisée: 53,00 / François: 12,50 / Gilbert: 15,00 / Lau: 20,00 / JP: 7,50 / Michèle: 2,50 / Paris: 600,00 / Pour la diffusion internationale de la presse: 50,00 / Raymond: 100,00 / Victor: 20,00
Total liste: 1045,50 euros

Points de contact:

PACA, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07
Pour la Suisse : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano
Pour l'Espagne: Apdo. Correos 27023, 28080 Madrid

Saint-Nazaire: Meurtres sur les quais

(Suite de la page 7)

de pétrole – qui sert de combustible à l'industrie du ciment et de la chaux, et qui est utilisé comme source de carbone dans la fabrication de l'aluminium et de l'acier – contiennent d'importantes quantités de soufre et de métaux lourds.

Lorsque les navires accostent sur les quais de Montoir-de-Bretagne, ils sont vidés par un aspirateur métallique géant ou au bulldozer avant que des dockers descendent dans les cales pour finir le nettoyage et le curage des parois à la pelle, à la raclette et au balai. La protection des «caliers» – ceux qui descendent au fond des cales – est sommaire avec un masque qui ne peut filtrer que très partiellement les saloperies qu'ils doivent respirer. Des «caliers» font des malaises et tombent des échelles, intoxiqués par les polluants qui ont macéré pendant le trajet.

Quant aux conteneurs, ils peuvent renfermer des taux de gaz neurotoxiques très élevés, notamment de gaz de fumigation pour tuer les insectes. Selon une enquête de la CGT du Havre, 28% des conteneurs ont des taux de gaz toxiques supérieurs au seuil de sécurité. Dans tous les ports de France, chaque jour, des milliers de travailleurs (manutentionnaires, dockers, douaniers, déclarants en douane, magasiniers, chauffeurs routiers, logisticiens...) ouvrent des conteneurs et y pénètrent pour des contrôles ou de la manutention et sont exposés à un risque toxique.

Enfin, lors d'inspections récentes, des traces de légionellose ont été découvertes sur les remorqueurs du port, sans que de véritables mesures soient prises pour éradiquer rapidement ce risque.

Cette situation sanitaire dramatique n'est pas une fatalité, c'est un crime d'empoisonnement: le capitalisme sacrifie la

vie de milliers de dockers et de portuaires pour satisfaire sa soif de profit: diminuer l'exposition des travailleurs aux polluants coûterait trop cher! Ces prolétaires meurent dans l'indifférence des patrons portuaires, des pouvoirs publics et de la justice bourgeoise qui refuse de reconnaître les cancers des dockers comme des maladies professionnelles.

Les prolétaires ne doivent pas espérer réguler ou réformer la logique criminelle des capitalistes. Contre ces abjects vampires du sang, de la sueur des ouvriers, les travailleurs doivent s'unir en luttant pour préserver les forces et la santé de la classe ouvrière en vue de la préparation de la lutte pour son émancipation.

Pour cela, les prolétaires doivent retrouver le chemin de la lutte de classe avec un seul cri de guerre: le capital nous assassine, **MORT AU CAPITAL!**

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.
Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «proletaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**